

LE QUOTIDIEN D'ORAN, 31 ANS D'EXISTENCE

En ce 14 décembre 2025, Le QUOTIDIEN d'Oran boucle ses 31 ans. Plus de trois décennies d'un parcours sinueux dans une marche plus que passionnante guidée par une volonté d'union et de rassemblement laissant croire à sa naissance qu'il préfigurait dans certains esprits l'émergence d'un parti politique. Rien n'était plus faux, car il avait vite fait de se présenter comme un outil de communication au-dessus des opportunités politiques et s'ériger en foi et sacerdoce au seul service de la construction d'une nation qui avait besoin de se prémunir des sornioiseries politiques.

A la fin de l'année 1994, au cœur de la décennie noire, un journal national né à Oran a fait le pari de prendre les devants en élaborant une plateforme regroupant des auteurs d'âmes pour n'être qu'au service du seul intérêt du pays. Anciens ministres et monuments humains de la guerre de libération dont certains avaient été plusieurs fois condamnés à mort, figures historiques, élites bourrées de noblesse et désintéressées de la chose matérielle se sont joints à des acteurs économiques anonymes pour éclairer déjà à l'époque sur ce que devait être l'Algérie nouvelle.

La gageure réussie a été de regrouper des hommes et des femmes de toutes les régions du pays et de grande valeur humaine autour d'une œuvre unificatrice foncièrement culturelle et hautement disposée à s'inscrire sur le registre de l'unique intérêt de tous les Algériens.

A sa création, Le QUOTIDIEN d'Oran devait avoir pour mission humble mais forte d'imprimer une conscience de rassemblement et éloigner un lectorat, le plus large possible, de l'influence de l'amateurisme suggestif. Avec une indémentable honnêteté, la ligne de conduite qu'il s'était fixée lui interdisait d'imposer à ses lecteurs un axe de pensées douteuses en prenant soin de ne s'attacher qu'à la réalité des faits. L'essence même du journalisme d'éthique et de morale était l'outil fondamental pour mettre à la disposition de son lectorat la réalité des faits et des événements et se limiter à renforcer les axes sains pour qu'il se fasse par lui-même une image juste du pays.

L'exercice de l'unisson de pensées différentes et parfois contradictoires n'a pas été aisé. Les positions politiques tranchées basées sur les convictions aléatoires et opposées devaient avec patience être écartées pour ne rester fixé que sur la nécessité de nourrir un bonheur que tous les Algériens attendaient.

Le Quotidien d'Oran

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

MALGRÉ LE RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION ET DES CONTRÔLES

Rien n'arrête la ruée vers la Tunisie

Lire l'article de A. Z. page 3



TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES Alerte à l'informel

Lire l'article de M. Aziza page 3

INSTALLÉ HIER PAR CHANEGRIHA Le général Abbas Ibrahim, nouveau directeur central de la sécurité de l'Armée

P3



CAN-2025 Petkovic dévoile sa liste de 28 joueurs

P10



Notre supplément AUTOUR DU MONDE

Avec la collaboration de

P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE

AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

AI translation :

L'Amérique paiera pour
avoir repoussé l'Inde



PAR BRAHMA
CHELLANEY

Professeur émérite d'études stratégiques au Centre de recherche politique basé à New Delhi et membre de l'Académie Robert Bosch à Berlin, est l'auteur de *Water, Peace, and War : Confronting the Global Water Crisis* (Rowman & Littlefield, 2013).

Le capitalisme d'État
anarchique n'est pas une
réponse à la montée en
puissance de la Chine



PAR
CURTIS
J. MILHAUPT⁽¹⁾
& ANGELA ZHANG⁽²⁾



1 - Professeur de droit à la Stanford Law School et senior fellow, à titre gracieux, au Freeman Spogli Institute for International Studies de l'université de Stanford.
2 - Professeur de droit à l'université de Californie du Sud, est l'auteur de *High Wire : How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy* (Oxford University Press, 2024).

Les pays en voie de
développement pourront-ils
résister à la prochaine crise
financière ?



PAR JAYATI
GHOSH

Professeure d'économie à l'Université du Massachusetts d'Amherst, est membre de la Transformational Economics Commission du Club de Rome, et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés.

L'intelligence artificielle a soif
de notre eau



PAR
FRIEDERIKE
ROHDE⁽¹⁾
& PAZ PEÑA⁽²⁾



1 - Chercheuse associée au Berlin Ethics Lab de l'Université technique de Berlin.
2 - Chercheuse principale chez Mozilla.

ONU
Israël appelé à lever
les restrictions
sur l'aide à Ghaza

Mohamed Mehdi

Samedi, 65^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 600 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Les attaques sionistes contre les civils de Ghaza se poursuivent. Le dernier rapport statistique, publié hier, par le ministère de la Santé de l'enclave, fait état de 18 nouvelles victimes, dont 2 martyrs et 16 blessés, durant les précédentes 48h (jeudi et vendredi), ainsi qu'un martyr dont le corps a été retrouvé sous les décombres.

Le nombre de victimes des attaques israéliennes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, passe ainsi à 385 martyrs et 1.018 blessés, en plus de 628 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide.

En outre, le document précise que l'effondrement de plusieurs bâtiments, le froid intense et la dépression, ont entraîné le martyr de 10 personnes.

Le ministère souligne également que le nombre de 277 martyrs a été ajouté aux statistiques cumulatives, après que leurs données ont été complétées et approuvées par le Comité spécialisé.

Le nombre total des victimes du génocide israélien à Ghaza passe ainsi à 70.654 martyrs et 171.095.

UNE NOUVELLE
RÉSOLUTION DE L'ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, vendredi, une résolution exhortant Israël à lever les restrictions sur l'aide à Ghaza et à lever toutes les contraintes visant les activités de l'UNRWA aussi bien à Ghaza que dans le reste des territoires palestiniens occupés, ainsi qu'à respecter l'inviolabilité des locaux de l'ONU.

La résolution fait suite à l'avis consultatif récent de la Cour internationale de justice (CIJ) qui souligne les obligations d'Israël en tant que «puissance occupante» et État membre de l'ONU.

A propos des activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), la résolution «met fermement en garde contre toute tentative de restreindre ses opérations et son mandat et appelle le gouvernement israélien à respecter les privilèges et immunités de l'Office».

Toujours concernant l'UNRWA, la résolution a également exhorté les pays membres des Nations Unies à «prendre des mesures immédiates pour remédier aux crises financières et opérationnelles qui affectent l'UNRWA».

La résolution a recueilli 139 voix pour, 12 votes contre (dont Israël, les États-Unis, l'Argentine, la Bolivie et le Paraguay et la Hongrie) et 19 abstentions.

Le Commissaire général de l'agence, Philippe Lazzarini, a réagi au vote de la résolution dans une déclaration publiée sur la plateforme X (ex-Twitter).

«L'Assemblée générale de l'ONU a fermement approuvé la décision de la Cour internationale de justice (CIJ) selon la-

quelle les allégations que l'UNRWA serait infiltré par le Hamas ne sont pas fondées, pas plus que les allégations que l'agence ne serait pas une organisation neutre», a déclaré M. Lazzarini.

«Ce vote est un signe important de soutien à l'UNRWA de la part de l'écrasante majorité de la communauté internationale. Comme le souligne la CIJ, l'UNRWA est l'acteur humanitaire clé dans le territoire palestinien occupé, et tout doit être fait pour faciliter notre travail, et non pour l'entraver ou l'empêcher», a-t-il ajouté.

Lazzarini a également exhorté les États membres des Nations Unies à «continuer de soutenir nos efforts pour répondre à la situation humanitaire désastreuse à Ghaza et à développer nos services essentiels de santé publique et d'éducation».

Par ailleurs, des ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays arabes et musulmans ont exprimé, dans une déclaration publiée vendredi, leur soutien à l'UNRWA, soulignant son rôle essentiel dans l'acheminement de l'aide humanitaire à Ghaza.

«Les ministres soulignent que le rôle de l'UNRWA est irremplaçable. Aucune autre entité ne possède l'infrastructure, l'expertise et la présence sur le terrain nécessaires pour répondre aux besoins des réfugiés palestiniens ni pour assurer la continuité des services à l'échelle requise», lit-on dans la déclaration des MAE du Qatar, de l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, le Pakistan, et la Turquie.

Les ministres ont également condamné le raid israélien mené, la semaine dernière, contre le siège de l'UNRWA à Al-Qods-Est occupée, le qualifiant d'«escalade inacceptable» et de «violation flagrante du droit international».

FRANCESCA ALBANESE :
«ISRAËL ET SES ALLIÉS
DEVRAIENT FINANCER
LA RECONSTRUCTION
DE GHAZA»

La rapporteuse spéciale de l'ONU sur le territoire palestinien, Francesca Albanese, a déclaré, vendredi, que c'est à Israël et ses soutiens de financer la reconstruction de Ghaza, selon un compte rendu d'Al Jazeera English.

Mme Albanese a cité nommément les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, principaux fournisseurs d'armes d'Israël, pour prendre en charge le coût de la reconstruction de Ghaza, ajoute la même source.

La rapporteuse spéciale de l'ONU, auteur d'au moins deux rapports très documentés, notamment sur les complicités internationales (y compris des entreprises et du monde de la finance) dans le génocide israélien à Ghaza, s'exprimait lors d'un événement organisé par le think tank londonien ODI Global.

Francesca Albanese estime que le soutien apporté par le Royaume-Uni à Israël via ses bases militaires à Chypre devrait faire l'objet d'une enquête quant à son lien éventuel avec les attaques à Ghaza, appelant à la nécessité d'une enquête approfondie sur la «complicité du Royaume-Uni dans le génocide».

L'intervenante a également évoqué les sanctions américaines dont elle fait l'objet, affirmant qu'elles affectent gravement sa vie personnelle et professionnelle.



ANALYSE

Mustapha Aggoun

Il y a dans la parole d'un responsable d'État, un poids qui dépasse de très loin la simple expression individuelle. Car lorsque celui qui représente l'autorité publique prend position, ce n'est plus un citoyen qui parle, mais la voix même de l'institution, l'écho du pays, le reflet de la conscience nationale.

C'est pourquoi chaque déclaration, chaque nuance, chaque mot pesé ou approximatif porte en lui une portée qui engage bien davantage qu'un avis personnel : il engage l'État, il engage la confiance, il engage la perception que le peuple se fait de sa réalité et de ceux qui la gouvernent.

Une parole officielle n'a jamais l'innocence d'une opinion privée. Elle est un acte. Elle construit, apaise, éclaire, ou au contraire déstabilise, inquiète ou banalise ce qui ne doit pas l'être. Dans les régimes modernes, où l'information circule plus vite que la vérité elle-même, la moindre phrase prononcée par un haut responsable façonne une représentation collective de la situation du pays. Elle peut faire naître l'espoir ou alimenter le scepticisme ; elle peut provoquer l'adhésion ou aiguiser le doute.

C'est précisément pour cette raison que l'art de la parole publique ne peut se permettre ni légèreté ni approximations. Quand un responsable, volontairement ou non, choisit de minimiser un problème réel, il ne modifie pas le problème : il modifie la confiance. En cherchant à réduire un phénomène, il peut réduire la crédibilité. En tentant d'ajuster les perceptions, il peut dérégler le rapport de confiance entre gouvernés et gouvernants.

L'exemple du chômage, sujet sensible, complexe, douloureux parfois. Aucun discours, si habile soit-il, ne peut effacer la réalité d'un jeune qui cherche du travail sans en trouver, ni celle d'une famille qui dépend d'une allocation pour survivre. Les chiffres, bien sûr, ont leur utilité ; les comparaisons internationales peuvent éclairer ; les analyses philosophiques peuvent apporter du recul. Mais lorsque l'on mobilise statistiques, graphiques, pour en arriver à conclure que «le chômage n'est pas vraiment un problème», alors même que des dizaines ou des centaines de milliers de personnes perçoivent une allocation de chômage, la conclusion cesse

d'être une lecture et devient une négation. Or, nier une évidence ne la dissout pas : au contraire, cela entaille profondément la relation entre l'État et le citoyen. Car le peuple, lui, vit sa propre statistique. Il la traverse tous les matins en cherchant un emploi. Il la ressent lorsqu'il prépare un CV, lorsqu'il décroche un emploi précaire. Le citoyen n'a pas besoin que l'on peigne sa réalité : il la porte sur ses épaules. Lorsque la parole officielle tente d'oublier cette réalité ou de la relativiser, elle envoie au peuple un message qui peut être pire que l'aveu d'échec : celui d'indifférence ou d'aveuglement. Cela donne l'impression que les difficultés qu'il affronte ne sont ni vus, ni entendues, encore moins comprises. Et rien n'étiole davantage la confiance entre l'État et la population que l'idée que la souffrance réelle est traitée comme un détail ou comme une anomalie statistique.

La responsabilité du responsable, au sens noble, réside précisément dans cette capacité à regarder les choses en face, même lorsqu'elles dérangent, et à dire la vérité, même lorsqu'elle coûte politiquement. La parole d'un État ne grandit pas lorsqu'elle minimise ; elle grandit lorsqu'elle reconnaît. Elle ne se renforce pas en embellissant ; elle se renforce en assumant. Car dans toute nation digne, la crédibilité vaut mieux que le confort du discours, et la sincérité vaut mieux que l'apparence du succès.

Les chiffres n'existent pas pour rassurer le pouvoir, mais pour guider la décision. Ils ne sont pas une décoration, mais un outil. Celui qui les manipule pour produire un constat politiquement souhaitable mais socialement faux trahit non seulement le sens même de la statistique, mais aussi le sens de sa fonction.

Et au bout du compte, il y a une vérité essentielle : un peuple n'a pas besoin que l'on embellisse sa réalité. Il a besoin que l'on comprenne sa réalité, que l'on partage son langage, que l'on prenne au sérieux ses difficultés au lieu de les dissoudre dans des raisonnements théoriques.

La dignité d'un État se mesure à la manière dont il parle à son peuple. Et la dignité d'un responsable se mesure à la manière dont il assume la vérité de ceux qu'il représente.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Malgré le renforcement de la réglementation et des contrôles Rien n'arrête la ruée vers la Tunisie

A. Z.

Le voyage touristique vers la Tunisie a pris, en cette fin d'année 2025, des allures de parcours du combattant, voire une virée cauchemardesque. A commencer par le nombre impressionnant de voyageurs qui traversent quotidiennement la frontière, provoquant des chaînes interminables de véhicules au niveau des postes de contrôle aux frontières. Et, cette situation s'est compliquée avec la réinstauration, depuis le 7 décembre dernier, de l'autorisation de transport international pour franchir la frontière pour chaque bus transportant des touristes algériens. Le 7 décembre est une journée noire pour les voyageurs algériens, ainsi que les touristes. Cette nouvelle réglementation a causé d'énormes tracasseries pour les voyageurs qui ont eu à gérer cette situation, avec sur le dos des dizaines de touristes, qui se sont retrouvés coincés aux frontières à la suite de l'interdiction de passage des bus non munis de l'autorisation internationale. Des voyageurs contactés par nos soins affirment qu'ils n'étaient pas au courant de cette nouvelle réglementation (d'habitude seule la licence touristique suffisait pour franchir la frontière), ni de la date de son application, et qu'ils ont été confrontés de ce fait à la colère des voyageurs, qui exigeaient des solutions à leur problème, en l'occurrence le blocage aux frontières.

Certains ont dû rebrousser chemin alors que d'autres ont trouvé, à leurs frais, d'autres moyens de transport pour traverser la frontière. On n'est pas encore à l'heure des voyages de fin d'année, avec ses ruées

de touristes algériens qui passent la frontière pour aller célébrer le Nouvel An en Tunisie, mais cette fin d'année 2025 a la particularité de l'allocation touristique à 750 euros pour les adultes et 300 euros pour les enfants.

Tout réside à ce niveau, car cette nouvelle allocation touristique est à l'origine d'une ruée spectaculaire des touristes algériens vers la Tunisie, particulièrement. On soupçonne dans ce contexte qu'un important lot de ces voyageurs est constitué de « faux » touristes, qui effectuent ce va-et-vient entre l'Algérie et la Tunisie afin de gagner au change quelques millions de centimes (selon la taille des membres de familles qui bénéficient de l'allocation touristique). Une source juteuse que les mesures réglementaires et les opérations de contrôle mises en œuvre par les autorités n'arrivent pas à assécher. Car, rien ne décourage les touristes algériens et les voyageurs pour faire tourner le business. Après le blocage des bus sans autorisation internationale, de nombreux voyageurs sont transportés près des postes frontières, accomplissent les formalités, et franchissent la frontière à pied, pour prendre un bus tunisien sur les terres tunisiennes (et le même procédé est repris au retour). Alors que d'autres voyageurs se sont tournés vers les taxis collectifs pour assurer le transport des touristes algériens. C'est plus cher, mais c'est pratique, font remarquer des voyageurs, qui prévoient dans ce sens une hausse de prix des circuits touristiques en Tunisie d'ici la fin de l'année. Le problème est très profond, touchant au fond le florissant marché noir des devises.

Ralentissement de l'inflation à 1,7%

Le rythme de l'inflation en glissement annuel en Algérie s'est établi à 1,7% à fin octobre 2025, marquant un ralentissement par rapport au niveau de 2,2% enregistré en septembre, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS) dans son dernier rapport.

Le rythme d'inflation en glissement annuel à fin octobre 2025 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant de novembre 2024 à octobre 2025 par rapport à celle allant de novembre 2023 à octobre 2024. Quant à la variation annuelle des prix à la consommation, correspondant à l'évolution des prix en octobre 2025 par rapport à octobre 2024, elle a enregistré une baisse de 1,2%, selon le rapport publié sur le site web de l'ONS.

S'agissant de l'évolution mensuelle, qui est l'indice brut des prix à la consommation en octobre 2025 par rapport à septembre 2025, elle a atteint +0,8%, alors qu'elle avait connu une légère baisse à la même période de 2024 (-0,1%).

Selon l'office, cette tendance, qui intervient après une baisse

de 0,7% relevée en septembre, s'explique essentiellement par l'accroissement des prix des biens alimentaires (+1,6%). Dans le détail, les données de l'ONS font ressortir une hausse des prix des produits agricoles frais de 3,3% en octobre dernier par rapport au mois précédent, touchant notamment les légumes (+11,4%), les poissons (+24,2%), les œufs (+22,3%) ainsi que la viande et abats de bœuf (+2,2%).

En revanche, des baisses de prix ont été observées pour certains produits, dont la viande de poulet (-2,3%) et la pomme de terre (-7,5%).

Par ailleurs, les prix des produits alimentaires industriels ont accusé une baisse de 0,3%, en raison essentiellement du recul des prix des légumes secs (-3%). Les prix des produits manufacturés et des services se sont caractérisés par une "relative stabilité" avec des évolutions respectives de +0,11% et -0,01%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation a enregistré, au cours du mois d'octobre 2025, une hausse de 0,3% par rapport à septembre 2025.

Installé hier par Chanegriha Le général Abbas Ibrahim, nouveau directeur central de la sécurité de l'Armée

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a présidé, samedi, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie officielle d'installation du directeur central de la sécurité de l'Armée, le Général Abbas Ibrahim, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de

la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 8 décembre 2025, j'installe officiellement le Général Abbas Ibrahim, dans les fonctions de Directeur central de la sécurité de l'Armée, en remplacement du Général Djeribi Mahrez", a déclaré le Général d'Armée.

"Aussi, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires en vigueur et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution", a-t-il ajouté.

Cette occasion a constitué "une opportunité pour Monsieur le Général d'Armée pour donner aux cadres de cette Direction sensible, un ensemble d'instructions et d'orientations, mettant l'accent sur la nécessité de fournir davantage d'efforts dévoués au service de la patrie et faire preuve d'engagement immuable dans l'accomplissement des missions assignées avec toute la rigueur et la persévérance requises", a souligné le communiqué du MDN.

A l'issue, le Général d'Armée a supervisé la cérémonie de signature et d'approbation du Procès-verbal de passation de consignes.

Raïna Raïkoum

El yazid Dib

L'Algérie est une équipe nationale

Un échec ne peut se prendre dans l'absolu comme un défaite. Ce n'est qu'une disqualification, pas plus. Dans

tout sport, le défi est dans la compétition. Ne pas remporter un match n'est nécessairement pas perdre ses compétences ou la fin de ses ambitions. Pas de carré d'or n'est non plus une descente aux relégations. Les royaumes y sont, maintenant, comme dans leur palais d'or. Ils jouissent de la coupe arabe à défaut de la faire sur les vrais fronts du combat de la nation arabe. La leçon, cependant est ailleurs, que dans les bois ou sur le banc de touche. Elle est dans ce manque de fierté du faux vainqueur, dans cette absence de soi, de son être national malgré l'enthousiasme débordant.

Quant à l'Algérie, elle est une équipe nationale. Une âme patriotique. Un emblème d'origine et un hymne authentique. Ses enfants sont les nôtres, ils sont nés chez nous, sous nos maillots étoilés. Ils ont malaxé le tuf de nos différents terroirs. La sueur qui suintait sur leur front tradui-

sait cette identité fondamentale algérienne. Elle est une expression d'une unité nationale indissociable. Cette équipe est la géographie

d'un pays qui ne se monnaie pas.

Les Émirats, ont mis en place un groupe étranger financé par une importation hybride. Une équipe sous seing de naturalisation. C'est dire que le dollar outre passe la fibre locale et crée des citoyens contractuels et peut même acheter les meilleures jambes, les indociles arbitres et pourquoi pas les trophées impossibles. C'est ça le miracle du sport de la puissance financière. Il ose tout.

En plus, quand l'on perd son sens génétique et l'on troque son empreinte matricielle, l'audace n'est plus une tare à rougir, mais une félonie à l'égard de son histoire, quoique celle-ci reste encore de fabrication étrangère.

Toute gloire n'a de mérite que si le combat mené est remporté par soi-même, pas par une milice ou des joueurs mercenaires.

Transactions immobilières Alerte à l'informel

M. Aziza

Alors que le marché immobilier national pourrait connaître une tendance baissière des prix à partir de 2026, sous l'effet conjugué de nouveaux programmes de logements et de l'obligation des transactions par voie bancaire, la Fédération nationale des agences immobilières tire la sonnette d'alarme face à la montée en puissance des pratiques informelles.

La prolifération d'intermédiaires non agréés opérant à travers les réseaux sociaux menace non seulement l'équilibre du marché, mais aussi la crédibilité de la profession et la sécurité des transactions, poussant la Fédération à engager une vaste campagne de dénonciation auprès des pouvoirs publics.

La Fédération nationale des agences immobilières (FNAI) a intensifié, dans ce sens, ses démarches auprès des pouvoirs publics afin de dénoncer la prolifération de pratiques illégales dans le secteur immobilier.

Notamment, l'intrusion d'intermédiaires non agréés qui proposent la vente, l'achat ou la location de biens immobiliers via les réseaux sociaux tels que Facebook et TikTok.

Cette campagne de dénonciation ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte à 2009, rappelle Nouredine Menasri, président de la Fédération nationale des agences immobilières, dans une déclaration au Quotidien d'Oran. Il souligne que le décret exécutif 09-18, promulgué la même année, a été contourné par certains acteurs se présentant comme de prétendus « bureaux d'affaires », alors qu'ils ne sont nullement habilités à exercer dans l'immobilier. « Nous avions, à l'époque, attiré

l'attention des pouvoirs publics, notamment le ministère du Commerce, qui était intervenu pour interdire formellement toute activité immobilière à ces structures », précise-t-il.

Cependant, ajoute notre interlocuteur, certaines pratiques persistent et se développent aujourd'hui sous une autre forme, jugée encore plus dangereuse. « Le phénomène le plus préoccupant concerne ces soi-disant intermédiaires et courtiers opérant ouvertement sur les plateformes numériques, notamment Facebook et TikTok », déplore M. Menasri. Des pages et profils improvisés, à l'image de « Kadour immobilier » ou « Moh immobilier », proposent quotidiennement des transactions en dehors de tout cadre légal, sans agrément, ni respect des obligations réglementaires.

Selon le président de la Fédération, cette activité informelle constitue une menace directe pour la profession et pour l'équilibre du marché immobilier. « Nous n'avons cessé d'alerter sur ces dérives qui exposent les citoyens à des risques majeurs d'arnaque et d'escroquerie, tout en faussant les mécanismes de fixation des prix », affirme-t-il. La Fédération a ainsi engagé une action concertée en élaborant un modèle unique de dénonciation, transmis à l'ensemble de ses bureaux locaux pour dépôt auprès des directions concernées, avant de saisir officiellement le ministère du Commerce. Une seconde étape est également prévue, consistant à s'adresser directement aux services de la Sûreté nationale, notamment ceux spécialisés dans la cybercriminalité.

M. Menasri met en garde contre les conséquences économiques de ces pratiques informelles. Contrairement

aux agences agréées, soumises à la traçabilité des transactions, à la caution de garantie et à l'assurance de responsabilité professionnelle, ces intermédiaires fixent librement les prix selon le principe de « la différence ». A titre d'exemple, un bien estimé par son propriétaire à 14 millions de dinars peut être proposé à 15 millions à l'intermédiaire, lequel le revend ensuite à 17 ou 18 millions de dinars, alimentant ainsi une hausse artificielle des prix.

Concernant l'état du marché, le président de la Fédération indique que les prix et l'offre demeurent globalement stables, voire stagnants, comparativement aux trois dernières années. Toutefois, une tendance à la baisse pourrait se dessiner à partir de 2026, bien que cette projection reste entourée de réserves, souligne-t-il. Cette évolution potentielle serait liée à la mise en œuvre de plusieurs projets de logements, notamment les programmes AADL, le logement social ainsi que les projets des promoteurs privés.

A cela s'ajoute l'entrée en vigueur d'une nouvelle disposition législative interdisant strictement les paiements en espèces pour les transactions immobilières, rendant obligatoire le recours aux circuits bancaires. « Cette mesure est susceptible de ralentir temporairement les opérations d'achat et de vente, ce qui pourrait entraîner, à terme, une régression progressive des prix », explique M. Menasri, tout en rappelant que le marché immobilier reste par nature imprévisible.

A titre d'information, le nombre des agences immobilières sur le territoire national qui sont enregistrés au registre du commerce est de 1.600 à 1.700 agences, selon notre interlocuteur.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE RELIZANE- DAIRA DE DJIDJOUA- COMMUNE DE HAMRI
CODE FISCAL 098448165141026

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Nationale avec exigence de capacités minimales N° : 04/2025

Le président de l'assemblée populaire communale de hamri lance un avis d'appel d'offres ouvert nationale avec exigence de capacités minimales pour : **Travaux Des Voiries Secondaires Au Douar Ouled Beldjillali (Deuxième Tranche)**

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres qualifiés en travaux publique activité principale (catégorie 04 et plus) peuvent télécharger le cahier des charges auprès le lien électronique trouve dans la page officiel de la commune de hamri.

1-Le dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature dûment rempli, signé et paraphé ;
- La déclaration de probité dûment rempli, signé et paraphé ;
- Les statuts pour les sociétés ;
- Registre de Commerce.
- Certificat de qualification et classification professionnelle catégorie 04 et plus « Travaux public » comme activité principale en cours de validité (condition d'éligibilité).
- attestation d'existence de la station d'enrôlé ou facture Par Huissier de justice ou par P/APC du lieu existence (Moins d'un « 01 » Ans) le délai de préparation des offres.
- Extrait de casier judiciaire en cours de validité.
- relevé d'identité bancaire
- Attestation de mise à jour CNAS, CASNOS en cours de validité.
- Extrait de rôle en cours de validité -apure ou accompagne d'un échéancier de paiement des créances
- Carte d'immatriculation fiscale.
- Références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution de projet similaires ou même nature signé par un maître d'ouvrage des trois dernières années.
- État du moyen humain à maître dans le projet (justifie par l'état des effectifs déclarés à la CNAS)
- État des moyens matériels à mettre dans le projet on précise l'état et le nombre (dûment justifié par cartes grises ou facture d'achat, carte jaune, récépissé & assurances).
- Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux pour les personnes morale.
- Bilans financiers des trois (3) derniers années visés par l'administration des impôts + C 20

2-L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire dûment rempli, signé et paraphé ;
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : une mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- le cahier des charges dûment rempli, signé et paraphé
- Délai et planning de réalisation.

3-L'offre financière contient :

- la lettre de soumission dûment rempli, signé et paraphé ;
- le bordereau des prix unitaires dûment rempli, signé et paraphé (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif dûment rempli, signé et paraphé (DQE) ;

Les offres doivent être déposées par porteur au secrétariat du président de l'assemblée populaire communale de hamri .

- Le délai de préparation des offres est fixé à **Douze (12) jours** à partir de la première de la première publication de l'avis d'appel d'offre dans la presse et /ou le BOMOP et /ou presse électronique des marche publics .

- Le dépôts des offres aura lieu le dernier jour de la durée du préparation des offres et l'heure limitée de dépôts des offres est fixé à 09 h 45, en cas de jour férié ou week-end , le préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable qui suit.

- Les offres qui parviendront après 09 h 45 de la date de dépôt des offres ci-dessus ne seront pas reçues par le service contractant.

- Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres du délai de préparation des offres augmentée de (03) trois mois

N.B : le dernier jour ouvrable de la date limite de dépôt des offres à 10 h 00 , la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ouvrira tous les plis y compris (dossier de candidature ,offres techniques et financières) en séances publique et en présence de l'ensemble des soumissionnaires ou leur représentants.

HAMRI Le :

Le Président de L'assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2531016167 Le Quotidien d'Oran 14/12/2025

République Algérienne Démocratique Et Populaire

- WILAYA DE SAIDA
- DAIRA D'OULED BRAHIM
- COMMUNE D'AIN SOLTANE

Numéro d'identification fiscale 098620169028418

AVIS

D'ATTRIBUTION PROVISoire DES MARCHES N° 05/2025

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 et modifié et complété.

Le président de l'assemblée populaire communale d'Ain Soltane informe les soumissionnaires ayant participé

à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales N°06/2025 paru dans "النور" en

arabe en date de 04/11/2025,

ATTRIBUTION PROVISoire DES MARCHES

Intitulé du projet	Entreprise retenue	Numéro d'identification fiscale	Montant min	Montant max	Délai de réalisation	Total des points attribués	Critères de choix
APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES COMMUNE D'AIN SOLTANE POUR L'ANNEE 2025 LOT01 : FRUITS ET LEGUMES	DALA BEN KHALED	197920010388425	3,842,200.00 DA	9,006,800.00 DA	ANNEE 2026	46	Offre Unique Qualifier Technique
APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES COMMUNE D'AIN SOLTANE POUR L'ANNEE 2025 LOT02 : ALIMENTATIONS GENERALES	DALA BEN KHALED	197920010388425	4,344,180.00 DA	9,668,680.00 DA	ANNEE 2026	46	Offre Unique Qualifier Technique
APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES COMMUNE D'AIN SOLTANE POUR L'ANNEE 2025 LOT03 : VIANDES ET CLUF	DALA BEN KHALED	197920010388425	3,305,000.00 DA	6,539,000.00 DA	ANNEE 2026	46	Offre Unique Qualifier Technique
APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES COMMUNE D'AIN SOLTANE POUR L'ANNEE 2025 LOT04 : PAIN	DALA BEN KHALED	197920010388425	300,000.00 DA	600,000.00 DA	ANNEE 2026	56	Offre Unique Qualifier Technique

Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours auprès de la commission communal des marchés

compétente dans un délai de dix (10) jours de la première parution du présent avis, l'entreprise désireuse d'avoir les résultats détaillés d'évaluation de leur doit être contacter les services d'APC d'Ain Soltane dans un délai de trois (03) jours de la première parution du présent avis .

Ain Soltane :25/11/2025

Le Président de l'APC

ANEP N° 2531015993 Le Quotidien d'Oran 14/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIARET
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
Carte d'immatriculation : 415924000014278

AVIS CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT

N° : 28 /2025

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Tiaret, lance un avis concours national d'architecture restreint relatif à : MAITRISE D'OEUVRE (ETUDE ET SUIVI) POUR LA REALISATION D'UN COLLEGE TYPE 6, AU NIVEAU DU SITE DES 120 HGR A AIN GUESMA, COMMUNE DE MELAKOU, WILAYA DE TIARET, (CITES D'HABITAT INTEGRES 2026) Il s'agit d'un Concours national d'architecture restreint destiné aux architectes agréés seuls ou en groupement solidaire, (Architecte/Architecte) ou architecte /Ingénieur, SCP (Architecte/Architecte) ou (Architecte/Ingénieur) ainsi qu'aux bureaux d'études publics, présentant les capacités professionnelles, financières et techniques minimales suivantes :

Condition d'éligibilité:

- **Capacité professionnelle :**
 - Pour les architectes agréés, et groupements solidaire justifier :
 - De l'agrément de l'année en cours délivrés par le CNOA pour les architectes.
 - Un agrément délivré par le MHUVAT en cours de validité pour les ingénieurs en cas du groupement solidaire Architecte / Ingénieur.
 - Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et statut en cas de société SCP (Architecte/Architecte) ou (Architecte/Ingénieur).
 - Pour les bureaux d'études publics, justifier :
 - Du statut d'entreprise publique économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création ;
 - Et de l'extrait du registre de commerce électronique portant code architecture (607009).
- **Capacité financière :**

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaires égale ou supérieur à : 2 000 000.00 DA. Il s'agit du chiffres d'affaires cumulé calculé comme suit : des trois meilleures chiffre d'affaires des années (2020-2021-2022-2023 et 2024), justifiées par des bilans visés par les services des impôts et C 20.

Capacités techniques :

Références professionnelles :

Avoir assuré la maîtrise d'œuvre « étude et suivi » d'un projet de catégorie « B » en équipement publics (non pas logement), ou 02 Projets de catégorie « A » en équipement publics (non pas logement).

N.B : Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution, délivrées par des maîtres d'ouvrage publics et non pas certificat administratif.

Moyens humains :

Justifié par les CV, les diplômes, les certificats d'affiliation CNAS (valable dans les trois 03 mois) et fiche carrière pour servir à la justification de l'expérience des effectifs ou les contrats ANEM et attestations de travail, Il s'agit de :

- (01) architecte ou ingénieur en génie civil ou master chef de projet ayant une expérience égale ou supérieure à 03 ans
- (02) Techniciens supérieurs ou licence dans les métiers du bâtiment ayant une expérience égale ou supérieure à 02 ans.
- Dans le cadre d'un groupement :

Les candidats doivent présenter leurs offres en groupement, conformément aux articles 37, 57 et 81 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public et l'article 55 du la loi 23/12 du 05/08/2023, fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Le groupement momentané d'architecte agréés, ou groupement d'architecte agréé et ingénieur agréé, ou en société civile professionnelle d'architectes agréés, ou en société civile professionnelle d'architecte agréé et ingénieur agréé doivent intervenir sous forme de groupement solidaire.

Les capacités des candidats en groupement solidaire momentané sont prises en compte dans leur globalité, sous réserve de l'existence d'une relation juridique liant les membres de ce groupement, sous forme d'un protocole d'accord signé entre les parties concernées. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier de l'ensemble des capacités exigées du groupement dans le cahier des charges.

Le protocole d'accord notarié du groupement n'est exigé qu'au groupement attributaire du marché et au plus tard à la signature de ce dernier.

L'un des membres du groupement momentané, majoritaire, sauf exception dûment justifiée, est désigné dans la déclaration à souscrire comme mandataire représentant l'ensemble des membres vis-à-vis du service contractant.

et coordonne la réalisation des prestations des membres du groupement.

Un protocole d'accord désigné le chef de file pour les SET agissant en groupement et définit la part et les tâches que devient chaque membre, doit être remis avant la signature du marché.

- la déclaration de probité doit être remplie par chaque membre.

Le chef de file du groupement doit assurer la maîtrise d'œuvre « étude et suivi » d'un projet de catégorie « B » équipement publics (non pas logement), ou 02 Projets de catégorie « A » en équipement publics (non pas logement), justifiés par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître d'ouvrage public et non pas avec certificat administratif.

Les paiements dans le cadre d'un groupement momentané d'architectes et/ou de société civile professionnelle d'architectes agréés solidaires sont effectués dans un compte commun ouvert au nom du groupement ou au nom du mandataire.

*Le groupement doit être impérativement solidaire.

NB : Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la DEP de Tiaret et le dépôt se fera au niveau du Secrétariat de la Direction des Equipements Publics cité Hamdi Mohamed N°14 Ex CNR -Tiaret.

Les candidats sont invités dans une 1ère phase, à remettre uniquement les plis des dossiers de candidatures. Après l'ouverture des plis des dossiers de candidatures et leurs évaluations, seuls les candidats présélectionnés, sont invités par l'avis de presse à remettre les plis de l'offre technique, des prestations et de l'offre financière.

L'offre technique et l'offre financière doivent être insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du bureau d'études, l'objet de l'appel au concours, le numéro de l'appel au concours ainsi que la mention « offre technique », ou « offre financière » selon le cas, l'offre des prestations doit être insérée dans une enveloppe cachetée et anonyme, indiquant l'objet de l'appel au concours, le numéro de l'avis de concours ainsi que la mention « offre des prestations ». Ces 03 enveloppes doivent être mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, qui porte : l'objet de l'appel au concours, le numéro de l'appel au concours et la mention « à n'ouvrir que par la commission

d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ».

Les plis doivent être déposés auprès de la Direction des Equipements Publics de la wilaya de Tiaret à l'adresse sus indiquée avec la mention : « Monsieur le Directeur des Equipements Publics Tiaret

(Avis concours national d'architecture restreint: N° 28/2025) ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN COLLEGE TYPE 6, AU NIVEAU DU SITE DES 120 HGR A AIN GUESMA, COMMUNE DE MELAKOU, WILAYA DE TIARET, (CITES D'HABITAT INTEGRES 2026) » A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

A-DOSSIER CANDIDATURE COMPREND :

- 1 Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;

- 2 Une déclaration de probité ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;

- 3 Une copie du statut pour les personnes morales ;

- 4 L'agrément valide .

- 5 Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, à savoir : Capacités techniques, Références professionnelles et Capacités financières Conformément à l'article 03 du cahier de charge avec tous documents justifiant des Capacités comme stipule l'article 03.

- 6 Casier judiciaire.

Toutes les pièces administratives demandées doivent être valides.

B-L'OFFRE TECHNIQUE COMPREND :

- 1-La déclaration à souscrire, selon modèle ci-joint, renseignée, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet.

- 2-Le mémoire technique justificatif : selon modèle ci-joint au présent cahier des charges, remplie, daté et signé par le soumissionnaire et portant son cachet sous peine de rejet, permettant d'évaluer l'offre technique du soumissionnaire, en matière de :

- a. Note méthodologique ;
- b. Contraintes et solutions proposées.
- c. Moyens humains à mobiliser pour le projet.
- d. Moyens matériels à mobiliser pour le projet.

- 3-Cahier des charges paraphés sur toutes ses pages, portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

C-L'OFFRE DES PRESTATIONS COMPREND :

- C.1-Pièces graphiques sous format A0.

- Plan de situation à l'échelle appropriée.

- Plan d'aménagement des espaces extérieurs indiquant les différents accès, la voirie, les circulations, les stationnements à l'échelle appropriée (1/200', 1/500').

- Plan indiquant le traitement paysager, mobilier.

- Plan masse à l'échelle appropriée (1/200', 1/500').

- Les vues en plan aménagées et sommairement cotées des différents niveaux à l'échelle (1/100', 1/200').

- Les coupes sommairement cotées et façades à l'échelle appropriée (1/100', 1/200').

- Perspectives et croquis illustrant l'ambiance et l'image du projet.

- Vue axonométrique de l'ensemble.

- Schémas des réseaux sommaires.

Tout autre document (image de synthèse 3D ...etc.) nécessaire à une meilleure appréciation de la conception et du fonctionnement du projet.

- C.2-Pièces écrites

En plus des pièces graphiques citées ci-dessus le candidat doit présenter les pièces écrites en langue nationale ou en langue française suivantes :

- Une note explicative de la partie architecturale, une explication argumentée des points de vue de son inscription dans le site, de sa valeur d'usage et de ses options techniques et esthétiques

- Un tableau récapitulatif des surfaces du projet avec indication de l'affectation des locaux, de leur nombre, des surfaces utiles unitaires et des surfaces utiles totales.

- Un rapport de présentation du projet : justifiant la partie d'aménagement et architectural, la programmation, l'intégration des énergies renouvelable (photovoltaïque, les surfaces, le coût des travaux.

- Tableau un tableau comparatif des surfaces faisant apparaître les surfaces utiles des entités fonctionnelles et les surfaces du programme

- Organisation (en relation avec la réalisation).

NB/- L'ensemble des prestations cités ci-dessus doivent être anonymes et présentés à l'échelle sus-indiquée sur papier blanc de format est (A0) au nombre 05 planches maximum avec une fiche technique.

C.3/ Enveloppe de l'anonymat

Elle contient l'identification du candidat (Le nom, la raison sociale, Numéro de portable, Numéro de téléphone fixe, le numéro de fax, Email s'il existe et l'adresse de la personne physique ou morale du candidat ainsi que le code du bureau d'études qui devra être constitué de six « 06 » chiffres

D-L'OFFRE FINANCIERE COMPREND :

1. La lettre de soumission, selon modèle joint au présent cahier des charges, remplie, datée et signée par le candidat ;

2. Une proposition d'honoraires (en TTC) pour la prestation de maîtrise d'œuvre (partie fixe et partie variable).

NB : Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de prestations, sous peine de rejet de l'offre.

Retrait et dépôt des offres :

Les offres doivent être déposées auprès de la Direction des Equipements Publics de la wilaya de Tiaret à l'adresse sus indiquée avec la mention : « Monsieur le Directeur des Equipements Publics Tiaret

(Avis concours national d'architecture restreint: N° 28/2025) ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN COLLEGE TYPE 6, AU NIVEAU DU SITE DES 120 HGR A AIN GUESMA, COMMUNE DE MELAKOU, WILAYA DE TIARET, (CITES D'HABITAT INTEGRES 2026) » A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

En 1^{ère} phase : Les bureaux d'études sont invités à remettre leurs offres de candidature (uniquement) dans un délai de 07 jours à compter de la 1^{ère} parution de l'avis du concours national d'architecture restreint dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou la presse électronique, conformément à l'article 66 du décret présidentiel 15-247 du 2 Dhou El Hijja 1436 correspondant au 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

En 2^{ème} phase : Les candidats présélectionnés lors de la 1^{ère} phase seront invités par un avis de presse à remettre leurs offres techniques, de prestation et financières dans un délai de 15 jours à compter de la date d'invitition.

La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 11h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres serait reportée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure indiquée ci-dessus.

L'ouverture des plis se déroulera au niveau du siège de la DEP de Tiaret en séance publique le même jour de la date de dépôts des offres à 11h00.

ANEP N° 2531016157 Le Quotidien d'Oran 14/12/2025

Tafraoui Achèvement de l'aménagement du méga-parc industriel

Composé essentiellement d'une hyper-Zone industrielle (ZI), sa structure principale, d'une Zone d'activités (ZA) et d'une mini-Zone d'activités (M-ZA), ce Pôle économique Oran-Sud revêt un intérêt tout particulier pour les pouvoirs publics.

Houari Saaïdia

Les travaux d'aménagement des derniers îlots de la zone industrielle de Tafraoui ont pris fin. Avec l'achèvement du 4^e et dernier lot, le site de cette grande ZI est désormais viabilisé et prêt à être exploité à 100%. Il en est de même pour le site implanté à quelques centaines de mètres du grand parc industriel de Tafraoui, l'ensemble « ZA + micro-ZA », d'une superficie globale de 92 ha (87 + 5), dont le coup d'envoi des travaux de viabilisation a été donné fin janvier 2025 par le wali d'Oran, Samir Chibani, est constitué de 159 lots, d'une consistance de 900 et 30.000 m² chacun. Sur les 159 parcelles composant ce lotissement à vocation économique, 149 sont déjà attribuées et même déjà en plein processus de réalisation pour cinq d'entre elles. La nouvelle Zone d'activités de Tafraoui a fait, faut-il le préciser, d'un consistant projet de viabilisation piloté par la DUAC pour un montant de crédit de 340 millions de DA, avec comme entreprise de réalisation: Eurl Centre Djetou des Routes et bureau d'études, de contrôle et de suivi URBOR. La mini-Zone d'activités annexée au même site, d'une superficie de 5 ha, comprend quant à elle 48 lots, allant de 200 à 500 m².

Ces assiettes foncières seront mises à la disposition des jeunes porteurs de star-

tups et PME susceptibles de booster l'économie locale en créant de la valeur ajoutée et de l'emploi. Il y a lieu de noter par ailleurs que le Pôle économique à vocation industrielle implanté dans la région de Tafraoui-El Hamoul est en plein processus d'aménagement.

SUPERFICIE GLOBALE DE 92 HA POUR LA ZA ET LA MINI-ZA

A ce grand pôle, il faut ajouter plusieurs dizaines d'entités industrielles et autres chaînes logistiques éparées dont la plupart ont pignon sur la Route nationale n°108 reliant Oran à Ain Témouchent. Le lancement des travaux de viabilisation du 4^{ème} et dernier lot, portant la dénomination de « zone D » dans le plan de zoning de la Zone industrielle (ZI) de Tafraoui, a eu lieu le 30 janvier. Une présentation sur site du master-plan de ce pôle avec un point de situation sur l'état d'avancement du projet a d'ailleurs été faite il y a quelques semaines par les soins du directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction (DUAC), le maître d'ouvrage. S'étendant sur une immense superficie de 576 hectares, la ZI de Tafraoui a vu récemment l'entrée en matière des opérations de viabilisation pour son tout dernier maillon, en l'occurrence la « zone D » pour se référer au plan de découpage -ou de zonage- du site, et ce

sachant que les trois autres maillons ont été presque achevés : 100% pour les zones A et B et 95% pour la zone D. Couvrant une superficie de 80 ha, la « zone D » est ciblée par des actions de viabilité d'une importante consistance, comportant la voirie, les réseaux AEP et d'assainissement ainsi que les circuits inhérents au système anti-incendie. Le coût financier de ce 4^e lot de la ZI de Tafraoui est légèrement le plus élevé comparativement aux trois autres sous-sites A, B et C, son devis étant de l'ordre de 860 millions de DA. Et ce, sachant que le devis global de l'opération de viabilisation de la ZI de Tafraoui est estimé à 3,12 milliards de DA. Considérée comme étant le premier jalon, noyau dur et élément structurant, tout à la fois, de cet hyper-parc industriel, l'usine de fabrication automobile Fiat, entrée en production le 11 décembre 2023 et qui compte produire 90.000 véhicules en CKD d'ici 2026, avec un taux d'intégration de plus de 35%, soit deux ans avant le seuil réglementaire de 30% prévu en 2028, n'en finit pas de drainer sur sa lancée des PME-PMI spécialisées pour mettre en place autour d'elle un réseau de sous-traitance automobile. A l'image de l'usine en cours de construction de fabrication de pneumatiques et bandages, un ambitieux investissement d'une entreprise privée 100% algérienne du nom Sarl El Hadj Larbi industries.

Es-Sénia 54 cas de transgressions relevés et des trottoirs libérés



K.Assia

54 cas de transgressions sur l'espace public ont été constatés par la commission de la protection de l'environnement de la wilaya lors d'une sortie effectuée dans la commune d'Es-Sénia et à laquelle ont pris part les services de la commune, de la daïra et des éléments de la police. Une campagne qui a permis donc de libérer des trottoirs de ces cas de transgressions et les rendre à leur vocation initiale, un soulagement pour les riverains qui ont tenu à saluer cette action visant à lutter contre l'occupation illicite de l'espace public. Il s'agit de squat illicite de trottoirs pour l'entrepôtage des marchandises sans aucune autorisation délivrée par les services de la commune. Sur ce, la commission a sillonné l'ensemble des rues et ruelles de cette localité et des mesures ont été prises pour libérer l'espace piéton à la circulation. A vrai dire, le mot d'ordre est donné via une lutte sans mer-

ci contre toute extension illicite ou squat de l'espace.

Jeudi, une opération similaire a été menée à Ain El Turck à après un délai donné aux commerçants de l'ancien marché pour libérer les trottoirs, les autorités locales de Ain El Turck ont décidé d'agir afin d'appliquer les instructions données par le wali d'Oran visant à lutter contre l'occupation illicite des espaces publics. En effet, plusieurs rues et ruelles ont été libérées et des marchandises appartenant aux commerçants détenteurs de locaux commerciaux ont été saisies. Il s'agit d'une mesure initiée après une première mise en demeure adressée par les services de la commune aux contrevenants. Dans la commune de Oued Tlélat, plus de 80 extensions anarchiques de magasins et de kiosques ont été démantelées mardi dernier par la commission chargée de la protection de l'environnement de la wilaya en collaboration avec les services de la sûreté de daïra de Oued Tlélat et les unités de la gendarmerie. Ces extensions ont été érigées sur plusieurs trottoirs de cette localité pénalisant ainsi la circulation piétonne, ont indiqué des sources communales précisant qu'en plus de ces entraves à la circulation, elles portent atteinte à l'environnement. Sur ce, des moyens humains et matériels ont été déployés pour enlever ces extensions et libérer ainsi ces trottoirs à la circulation. La semaine dernière, 19 extensions de balcons d'appartements situés en bas des cités, 41 extensions sans autorisation de magasins et 27 kiosques érigés illicitement ont été démolis dans le quartier de Haï En-Nour. Dans le secteur urbain El Badr, plus de 180 bornes métalliques et des dizaines d'autres de barrières mises sur les trottoirs sans aucune autorisation ont été enlevées.

Les initiateurs de cette campagne de lutte contre l'occupation illicite des trottoirs rappellent la dernière loi portant sur la protection et la préservation de l'espace public et les sanctions encourues en cas de transgressions.

Respect de la taille commerciale du poisson et des zones de pêche

Lancement d'une campagne de sensibilisation dans les ports

La Direction de la pêche et de l'aquaculture d'Oran a lancé une campagne de sensibilisation visant à renforcer la conscience des professionnels sur un ensemble de règles essentielles, notamment le respect des zones de pêche et de la taille commerciale des poissons, ont indiqué les organisateurs. Le directeur local du secteur, Menaouer Meghni Sandid, a expliqué que plusieurs réunions ont été tenues avec les acteurs concernés afin d'élaborer une feuille de route portant sur les thèmes nécessitant une sensibilisation.

La campagne touchera quotidiennement les ports d'Oran et d'Arzew, ainsi que l'abri de pêche de Kristel, parallèlement aux activités réglementaires et aux inspections habituelles menées par les différentes équipes spécialisées. Il a souligné que parmi les sujets les plus importants nécessitant une prise de conscience figure le respect des zones de pêche. La Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran a enregistré, durant l'année 2025, près de 58 infractions concernant la pêche dans des zones interdites comme les réserves des îles Habibas

et Paloma. Les dossiers des contrevenants ont été transmis à la justice, la direction s'étant constituée partie civile.

La campagne portera également sur l'obligation de respecter la taille commerciale du poisson, en particulier la sardine, dont la longueur ne doit pas être inférieure à 11 cm. La direction a relevé 20 infractions dans les ports d'Oran. La sensibilisation concernera aussi le respect des horaires de pêche, cette activité étant interdite de nuit, ainsi que le respect des périodes de repos biologique des espèces, a précisé le même responsable. M. Meghni Sandid a ajouté que cette campagne, qui devrait durer plusieurs semaines, sera aussi une occasion de sensibiliser sur l'importance du respect de la classification des embarcations. En effet, de nombreux propriétaires de bateaux de plaisance utilisent des filets de pêche, alors que cela leur est interdit par la loi. La direction a déjà effectué un recensement et lancé une campagne de sensibilisation afin d'informer ces personnes de la possibilité d'encadrer leur activité et de transformer leurs licences de bateaux de plaisance en licences de pêche.

Pour accélérer la migration vers la fibre optique Algérie Télécom intensifie ses opérations de proximité

J.Boukraa

Oran, Algérie Télécom déploie depuis plusieurs jours une vaste opération de proximité destinée à accompagner les citoyens dans la transition vers la technologie Idoom Fibre. Menée de manière continue sur l'ensemble du territoire oranais, cette initiative mobilise quotidiennement des équipes commerciales sur le terrain, y compris durant le week-end, afin de renforcer la présence de l'entreprise auprès de ses abonnés. Des dizaines de quartiers ont déjà été visités, couvrant aussi bien les zones urbaines que les secteurs périphériques. Cette tournée se poursuit progressivement vers de nouvelles cités dans l'objectif de toucher l'ensemble du territoire de la wilaya d'Oran. Pour de nombreux habitants, cette présence directe représente une occasion d'obtenir des informations fiables, d'acquiescer les équipements nécessaires ou encore d'être accompagnés dans leurs démarches de migration vers la fibre optique. Sur le terrain, les équipes met-

tent particulièrement en avant l'offre facilitant le passage d'Idoom ADSL à Idoom Fibre. Les abonnés peuvent bénéficier d'une migration sans aucuns frais, du recordement gratuit fixé à 0 DA, ainsi que de la remise d'un modem sans coût supplémentaire. Cette transition permet également d'accéder à des débits Internet nettement supérieurs, pouvant atteindre 1,5 Gbps, offrant ainsi une navigation plus fluide, plus stable et mieux adaptée aux besoins actuels. Les citoyens qui n'ont pas de connexion ADSL peuvent désormais bénéficier directement des offres Idoom Fibre, sans passer par une connexion ADSL préalable, dans le cadre de l'extension progressive du réseau de fibre optique à travers la wilaya. Cette campagne de proximité vise à encourager l'adoption de la fibre optique dans un contexte où la demande en connectivité haut débit est en constante augmentation.

Les usagers rencontrés vendredi à la cité des enseignants au quartier Maraval où était présen-

te l'équipe d'Algérie Télécom Oran se sont montrés satisfaits de cette présence sur le terrain, qui leur apporte des explications directes concernant les procédures techniques, les avantages de la fibre et les modalités de raccordement. A travers cette mobilisation continue, Algérie Télécom confirme sa volonté de moderniser son réseau, d'améliorer la qualité du service public et de faciliter l'accès à la fibre optique au plus grand nombre. L'opération, appelée à se poursuivre dans les prochains jours, devrait permettre de couvrir progressivement l'ensemble de la wilaya d'Oran, renforçant ainsi le rôle de l'entreprise dans la transition numérique en cours. En effet, grâce à la fibre optique, les abonnés bénéficient d'une expérience de navigation optimale, qu'il s'agisse de l'accès à Internet, du télétravail, de l'enseignement à distance, du divertissement ou encore des services cloud, contribuant ainsi à améliorer le confort numérique au sein des foyers algériens.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 jourmada ethania 1447				
El Fedjr 06h32	Dohr 12h56	Assar 15h32	Maghreb 17h53	Icha 19h16



Relizane Un réseau de contrebande de produits pharmaceutiques démantelé

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Relizane sont parvenus à mettre un terme aux activités d'un réseau international spécialisé dans la contrebande de produits pharmaceutiques, avec la saisie d'une importante quantité d'insuline, indique, samedi, un communiqué des mêmes services.

«Le service de recherche et d'investigation de Relizane a neutralisé un réseau international de contrebande et de trafic de médicaments, constitué de 5 femmes de nationalité algérienne et d'un ressortissant étranger, avec la saisie d'une importante quantité d'insuline destinée aux patients diabétiques», précise la même source.

Cette opération fait suite à l'interception par "les éléments de la brigade territoriale de la GN de Sidi Lazreg d'un véhicule immatriculé à l'étranger, où, lors de la première fouille, une importante quantité de stylos à insuline a été découverte dissimulée dans des valises, suite à quoi, il a été procédé à l'arrestation

du conducteur et de 3 femmes qui l'accompagnaient avant leur transfert au siège de la brigade pour la poursuite de l'enquête".

Après une fouille minutieuse du véhicule et de ses passagers, "une quantité supplémentaire d'insuline a été découverte soigneusement dissimulée dans des ceintures en tissu enroulées autour des corps des trois femmes". Il a été procédé également à la saisie de "sommages d'argent en monnaie nationale et en devises, ainsi que du véhicule utilisé dans l'opération de contrebande".

En coordination permanente avec le procureur de la République près le tribunal de Zemmora, "les enquêtes approfondies se sont soldées par

l'identification de deux autres femmes impliquées avec les éléments du réseau, lesquelles ont été arrêtées après extension de la compétence territoriale à une wilaya limitrophe. La perquisition de leur domicile a permis la saisie d'une autre quantité de stylos à insuline ainsi que de boîtes prêtes à être reconditionnées en vue de leur commercialisation ultérieure, en plus de sommes d'argent en monnaie nationale et en devises", détaille-t-on dans le communiqué.

Après accomplissement de toutes les procédures légales, les mis en cause ainsi que les objets saisis ont été présentés devant le procureur de la République près tribunal de Zemmora, conclut la même source.

Tlemcen L'Education renforcée

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Saâdoui, a procédé jeudi à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogiques dans la commune d'Aïn Gharaba.

Il a également inauguré un lycée de 800 places dans la commune d'Aïn Fezza, baptisé du nom des deux frères martyrs Mansri Kada et Youcef, ainsi qu'une école primaire dans la cité des 1.000 Logements du quartier "Ouzidane" de la commune de Che-

touane, qui porte désormais le nom du martyr Bouzouina Boumediene.

Il a en outre inspecté l'école "Bouhadjar Mounir" dans le quartier Yaghmoracen Benziane de la commune de Tlemcen et un exposé sur le projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogiques dans le quartier "Boudjmil" de la commune de Mansourah, lui a été présenté.

Le secteur de l'Éducation a programmé la réalisation de 5 écoles primaires, 6 salles d'extension et 7

cantines scolaires pour le cycle primaire, ainsi que 4 collèges, 4 demi-pensions, 6 terrains de sport et 5 unités de dépistage et de suivi pour le cycle moyen. Pour le cycle secondaire, le programme prévoit 3 lycées, 8 salles d'extension, 6 salles de sport et 4 unités de dépistage et de suivi, en plus d'enveloppes financières destinées à la réhabilitation des anciens établissements et au renouvellement des équipements dans certaines infrastructures éducatives.

Mascara Plus de 3.000 arbustes plantés aux abords du barrage de Chorfa



Plus de 3.000 arbustes ont été plantés, samedi, aux abords du barrage de la commune de Chorfa, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la montagne, a-t-on appris du Conservateur des forêts par intérim, Othmane Sadate.

Cette opération a donné lieu à la plantation de différentes essences arboricoles, notamment le pin d'Alep, le caroubier et l'eucalyptus, sur une superficie totale estimée à 2,2 hectares autour du barrage concerné, a précisé à l'APS M. Sadate.

Cette initiative a connu une large participation des agents des forêts, des

cadres et des travailleurs du barrage, ainsi que de membres d'associations activant dans les communes de Chorfa et de Sig, en plus de scouts et de citoyens bénévoles, indique-t-on.

Selon le même responsable, cette opération vise à protéger les bassins versants du barrage de Chorfa, à élargir le couvert végétal qui l'entoure, ainsi qu'à encourager les associations et les citoyens à participer aux opérations périodiques de reboisement volontaire programmées par la Conservation des forêts.

M. Sadate a également révélé que la Conservation des forêts de la wi-

laya a élaboré un programme riche à l'occasion de la Journée internationale des forêts, comprenant, sur deux jours, l'organisation d'opérations de plantation volontaire d'arbustes forestiers dans des zones forestières montagneuses de la région, notamment dans les forêts de "Ouzert" (commune d'Aïn-Fekan) et de "Moulay Smail" (commune d'Oggaz), ainsi que l'organisation de rencontres de sensibilisation au profit des citoyens et des élèves des établissements scolaires sur l'importance de la préservation des forêts situées dans les zones montagneuses de la wilaya.

Naâma De nouveaux établissements scolaires en chantier

Seize nouveaux établissements éducatifs, couvrant les trois paliers d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), sont en cours de réalisation dans la wilaya de Naâma, selon la direction des équipements publics.

Le directeur du secteur, Mohamed Amine Trari, a indiqué que ces infrastructures éducatives comprennent sept écoles primaires situées dans les nouvelles zones d'habitation des communes de Naâma, Mecheria, Aïn-Sefra, Aïn-Benkhelil, El-Biodh, ainsi que la localité de Kalâat Cheikh-Bouâmama à Moghrar, précisant que certains de ces projets enregistrent une bonne cadence de travaux et devront être livrés à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire.

Ces structures comprennent également six collèges d'enseignement moyen (CEM),

financés en partie par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales et le secteur de l'éducation.

Les projets, dont le suivi est assuré par la direction des équipements publics de la wilaya, incluent en outre trois lycées, dont les travaux affichent un taux d'avancement notable, dans les communes de Mecheria, Aïn-Sefra et Asla, ainsi que 22 salles d'extension en cours de réalisation au niveau d'écoles primaires, souligne-t-on.

Il est à noter qu'un nouveau programme a été attribué, récemment, à la wilaya de Naâma. Ce programme est actuellement dans la phase de choix des assiettes foncières devant accueillir la réalisation de 9 écoles primaires, 4 collèges, 4 lycées, 6 cantines scolaires et 28 salles d'extension, conclut la même source.

Saïda L'assainissement du foncier industriel se poursuit

Plus de 300 parcelles de foncier industriel non exploitées ont été récupérées, dans la wilaya de Saïda, dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier industriel, selon la direction de l'Industrie. L'opération, menée au cours de l'année en cours, a permis de récupérer 312 parcelles d'une superficie totale de 185 hectares de terrains non exploités destinés à l'investissement industriel dans la wilaya, dont les bénéficiaires n'avaient pas respecté le cahier des charges.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des travaux de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement.

Cette commission a inspecté les parcelles prévues pour accueillir ces projets et cons-

taté leur non-exploitation par certains investisseurs bénéficiaires, ce qui a conduit à l'application des procédures légales en vigueur à leur rencontre, selon la même source.

L'ensemble des parcelles récupérées sera transféré à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) afin d'être publiées sur la plateforme numérique et mises à disposition des investisseurs intègres désireux de réaliser de nouveaux projets, selon la même source. Cette démarche vise à réorienter le foncier industriel vers des projets productifs concrets, contribuant à la création de richesse, à la génération de nombreux postes d'emploi et au renforcement de l'attractivité de la wilaya pour l'investissement industriel.

Naâma Extension de la culture de pomme de terre

La wilaya de Naâma prévoit une production de plus de 178.000 quintaux de pommes de terre hors saison, durant la campagne de récolte récemment lancée, selon la direction des services agricoles (DSA).

Cette quantité prévisionnelle sera récoltée sur une superficie totale de 595 hectares, dont 555 hectares dédiés à la pomme de terre de consommation et 40 hectares réservés aux semences. La direction du secteur s'attend à un rendement moyen de 300 quintaux par hectare pour ce produit stratégique.

Les superficies consacrées à la culture de la pomme de

terre hors saison ont augmenté de 80 hectares par rapport à la saison précédente, grâce aux mesures prises par le ministère de tutelle, notamment la régularisation des contrats d'exploitation des terres agricoles dans le cadre de la mise en conformité, la délivrance d'autorisations de forage de puits, ainsi que l'appui accordé aux agriculteurs.

A noter que la plupart des périmètres de culture de la pomme de terre dans la wilaya se situent dans les régions de Mekmen Ben Amar, El Kasdir, Aïn Benkhelil, Aïn Sefra, Tiout et Sfissifa, connues pour leurs hautes potentialités productives.

Bouira

Réserve du Djurdjura :
le tourisme de masse à l'index

Le tourisme de masse est l'un des facteurs "négatifs" impactant la réserve de biosphère du Djurdjura, et les ressources faunique et floristiques dont elle recèle, ont mis en garde vendredi à Bouira des responsables du Parc national du Djurdjura (PND).

Les participants à une conférence sur la protection des sites naturels et touristiques, ont souligné l'importance de préserver le riche patrimoine naturel du Djurdjura, et d'impliquer tout le monde dans cette mission.

A ce propos, le responsable du secteur de Tikjda au sein du PND, M. Ahmed Toumi, a estimé qu'il était temps de sensibiliser davantage les visiteurs affluant en grand nombre sur ce site touristique et les autres sites naturels et touristiques de la wilaya, et de les impliquer sérieusement dans la protection de la nature et des 1676 espèces, dont 1242 espèces floristiques que compte la réserve de biosphère du Djurdjura. "Le tourisme de masse génère la prolifération des ordures en pleine nature, et la pollution sonore qui nuisent beaucoup à la vie des espèces animales et végétales du Djurdjura", a-t-il relevé.

Il a expliqué, à l'occasion, que la réserve de biosphère est répartie sur trois (03) zones de gestion, une zone centrale d'une superficie de plus de 6922 hectares, la zone tampon qui est d'une superficie de plus de 10.000 hectares, destinée essentiellement à la pratique de l'écotourisme et des activités écologiquement viables, et la zone transitoire destinée au développement durable et à l'appui logistique et à la recherche scientifique. Le conférencier a invité les citoyens à faire preuve de civisme et de respect envers la nature, lors de leurs visites au parc, ou en pratiquant l'écotourisme, le sport de montagne comme l'escalade, le ski, ainsi que les randonnées pédestres. Au cours de la conférence, M. Amar Kadouche, un membre de la ligue de ski et sport de montagne, est, lui aussi, intervenu, pour sensibiliser les skieurs et les amateurs de sports de montagne à continuer

Médéa

L'alimentation en eau renforcée à Berrouaghia

L'alimentation en eau potable des communes de la daïra de Berrouaghia, à l'est de Médéa, a récemment été renforcée grâce à la mise en service de nombreux projets, dont une nouvelle adduction d'eau potable, entrée en service mercredi dans la commune de Robeia, selon les services de la wilaya. Un projet d'adduction d'eau potable pour le chef-lieu de la commune de Robeia est entré en service, mercredi, et permettra de sécuriser l'alimentation en eau des foyers du chef-lieu.

Le système d'adduction relie deux réservoirs d'eau d'une capacité de 200 m3 et de 300 m3 à la station de pompage du barrage "Er-rouhb", sur une distance de 7,5 km, a-t-on détaillé. Ce projet s'ajoute à ceux lancés au cours des trois dernières années, à travers les trois communes de la daïra de Berrouaghia, (Ouled-Deid, Robeia et Berrouaghia), dans le cadre d'un plan spécial destiné à sécuriser l'alimentation en eau de ces communes. Ces projets ont été mis en service durant le deuxième semestre de l'année 2025, ont indiqué ces mêmes services.

Il s'agit, a-t-on précisé, d'un réservoir d'eau potable d'une capacité de 10.000 m3 situé à Djebel Sabah, dans la commune de Berrouaghia, ainsi que d'un autre réservoir d'une capacité de 5000 m3, à El-Fernane, également

Blida

Des projets de logements bientôt livrés à Mouzaïa

Le parc immobilier de la daïra de Mouzaïa sera renforcé en 2026 par d'importants quotas de logements, dont une majeure partie dans la formule du logement promotionnel aidé (LPA). Selon le chef de daïra, Abdelghani Bouadjoudj, plusieurs chantiers de logements sont en cours à Mouzaïa, la majorité relevant du LPA. Leur réception progres-

sive dès le début de l'année 2026 permettra de couvrir une grande partie de la demande de logement.

Le responsable a cité parmi ces projets, la réalisation de 200 logements LPA à Chiffa, dont le taux d'avancement avoisine les 90%, avec une livraison prévue au premier trimestre 2026.

D'autres programmes sont en cours dans la commune

Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 jourmada ethania 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h20	12h43	15h15	17h36	19h01

El Tarf

Ouverture d'un jardin public sur les berges du Lac des Oiseaux

Un jardin public a été ouvert sur les berges du Lac des Oiseaux, dans la commune éponyme, dans le cadre des efforts visant à multiplier les espaces de loisirs et à valoriser les atouts naturels de la région, a appris l'APS, samedi, auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, la réalisation de cet espace, inauguré par les autorités de la wilaya, a nécessité un investissement public de 89 millions de dinars provenant d'un montage financier associant, au titre de l'exercice 2025, le programme de soutien au développement socioéconomique, la caisse de garantie et de solidarité des collectivités

locales et le budget de la commune du Lac des Oiseaux. Ce jardin de loisirs, couvrant 4 hectares, comprend 3 kiosques, 4 aires de jeux pour enfants, une zone pour les spectacles, des espaces verts dotés de lieux de repos, deux passerelles en bois, 3 fontaines et une tour d'observation.

Un sentier de promenade et de randonnée, long de 1.600 mètres, y a également été aménagé, offre une vue directe sur le lac, un environnement naturel ouvert, riche par sa biodiversité, qui constitue un espace intégré pour le repos et les promenades, selon la même source. Cet espace devrait "renforcer le caractère écologique et touristique

de cette commune, et offrir aux visiteurs un espace naturel pour s'oxygéner en profitant de panoramas magnifiques", ont également indiqué les services de la wilaya, soutenant que ce parc constitue une "valeur ajoutée" pour la région.

Pour rappel, la commune du Lac des Oiseaux, traversée par la route nationale n 44 reliant les wilayas d'El Tarf et d'Annaba, est située à 18 km de la ville d'El Tarf.

Le lac qui fait la réputation de cette collectivité, est classé en tant que réserve naturelle inscrite sur la liste de Ramsar des zones humides, offre un habitat adéquat pour de nombreuses espèces d'oiseaux.

Oum El Bouaghi

Production record d'orge



La production d'orge réalisée à Oum El Bouaghi au titre de la saison agricole 2024-2025, soit 1,086 million de quintaux, place cette wilaya en tête au niveau national en matière de production et de collecte de cette céréale.

Cette production record est le fruit des importantes précipitations enregistrées cette année, mais également de la disponibilité de semences et d'engrais en quantités suffisantes et de l'alignement sur la stratégie de l'Etat visant à développer les productions agricoles, notamment en matière de cultures stratégiques, en soutenant les agriculteurs pour l'acquisition de matériels agricoles et la réalisation de forages pour accroître les superficies irriguées, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA), Chaâbane Chenna.

Le même responsable a ajouté que les efforts déployés par la DSA, la Chambre de l'agriculture et la Coopérative des cé-

réales et des légumes secs (CCLS) consistant à sensibiliser les agriculteurs à la nécessité d'augmenter la production tout en facilitant la collecte de leurs productions dans les points de stockage, multipliés à cet effet, et en accélérant le paiement de leurs créances via les différentes banques et agences affiliées, ont contribué à une augmentation notable des quantités produites.

De plus, le respect par les céréaliculteurs de l'itinéraire technique (préparation du sol, semis, fertilisation, protection, récolte) et leur détermination à obtenir de meilleurs résultats ont également joué un rôle clé dans l'augmentation de la production de céréales, en particulier de l'orge.

Djellal Berkani, agriculteur dans la commune de Berriche, qui a produit

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

23 jourmada ethania 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h06	12h29	15h02	17h23	18h48

AI translation : l'Amérique paiera pour avoir repoussé l'Inde

NEW DELHI À l'heure où la politique américaine à l'égard de l'Inde est devenue nettement punitive, l'accueil chaleureux réservé par le Premier ministre indien Narendra Modi au président russe Vladimir Poutine à New Delhi la semaine dernière n'aurait pas pu être plus ciblé. Le message de Modi était clair : l'Inde est une puissance souveraine qui ne se laissera pas entraîner à choisir son camp dans le fossé qui se creuse entre «l'Occident et les autres». Au contraire, elle continuera à tracer sa propre voie dans les affaires internationales.



PAR BRAHMA CHELLANEY

Professeur émérite d'études stratégiques au Centre de recherche politique basé à New Delhi et membre de l'Académie Robert Bosch à Berlin, est l'auteur de Water, Peace, and War : Confronting the Global Water Crisis (Rowman & Littlefield, 2013).

Aucune grande puissance n'est plus vitale pour les intérêts stratégiques à long terme de l'Amérique que l'Inde. Après tout, c'est le seul pays qui possède la population, la position géographique et la puissance militaire (y compris les armes nucléaires) nécessaires pour contester les efforts de la Chine pour dominer l'Asie et, en fin de compte, supplanter les États-Unis en tant qu'hégémon mondial.

Depuis la présidence de George W. Bush, les hauts fonctionnaires américains ont reconnu que le partenariat avec l'Inde était essentiel pour maintenir un équilibre stable des pouvoirs dans la région indo-pacifique. Il ne s'agit pas d'une simple rhétorique : au cours de la dernière décennie, les liens de sécurité entre les États-Unis et l'Inde se sont rapidement renforcés, notamment en termes d'interopérabilité militaire, de coopération en matière de renseignement et d'échanges technologiques. Une partie de ces progrès s'est produite au cours de la première administration du président américain Donald Trump. Alors qu'il augmentait la pression sur la Chine et réduisait l'aide à la sécurité du Pakistan, Trump a développé la coopération avec l'Inde, qui était au centre de la stratégie indo-pacifique de son administration. Le résultat est évident aujourd'hui : L'Inde mène désormais plus d'exercices militaires avec les États-Unis qu'avec n'importe quel autre pays, et les États-Unis sont devenus le premier partenaire commercial de l'Inde.

Cependant, alors même que ce processus se déroulait, les États-Unis ont donné à l'Inde de nombreuses raisons de se méfier. Leur retrait chaotique d'Afghanistan - qui a eu lieu

sous la présidence de Joe Biden, mais qui résulte d'un accord conclu plus tôt par Trump - a suscité de sérieux doutes quant au jugement et à la fiabilité des dirigeants américains, puisqu'il a effectivement rendu ce pays aux terroristes talibans. Les inquiétudes se sont intensifiées en 2022, lorsque l'administration Biden a aidé le Pakistan à obtenir un renflouement du Fonds monétaire international et a ensuite approuvé un accord de 450 millions de dollars pour moderniser la flotte de F-16 fournie par les États-Unis, ravivant en Inde les souvenirs amers de l'armement du Pakistan par l'Amérique pendant la guerre froide. M. Trump a intensifié son soutien au Pakistan, notamment dans l'intérêt de son enrichissement personnel, comme en témoigne l'accord lucratif sur les crypto-monnaies signé en avril.

Bien que les États-Unis aient souvent négligé les intérêts de l'Inde, ils s'attendaient néanmoins à une loyauté totale lorsqu'il s'est agi d'appliquer des sanctions à la Russie à la suite de son invasion massive de l'Ukraine. Mais l'Inde - comme d'autres alliés des États-Unis tels qu'Israël et la Turquie - a refusé d'obtempérer, préférant augmenter ses achats de pétrole russe à prix réduit. L'Inde ne voyait aucune raison de sacrifier ses intérêts nationaux pour un conflit lointain, d'autant plus que le principal bénéficiaire des pressions occidentales sur la Russie était la Chine.

L'Inde a déjà été témoin de cette dynamique. Lorsque Trump a réimposé des sanctions sévères contre l'Iran en 2019, l'Inde a été privée de l'une de ses sources d'énergie les moins chères et les plus fiables, tandis que la Chine a saisi l'occasion d'importer du brut iranien à des prix fortement réduits et d'étendre son empreinte sécuritaire dans ce pays.

Un schéma similaire est apparu après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En isolant la Russie des marchés occidentaux, les sanctions ont effectivement transformé la Chine en bouée de sauvetage économique de la Russie, lui permettant de renforcer ses voies terrestres d'approvisionnement en énergie à partir de la Russie. La Chine sait désormais que, même si elle agit contre Taïwan, elle ne perdra pas l'accès à l'énergie russe. Bien que cette tendance nuise sans aucun doute aux intérêts stratégiques de l'Inde, cette dernière a au

moins profité cette fois-ci des rabais sur le pétrole russe.

L'administration Trump, cependant, ne l'entendait pas de cette oreille. Elle a imposé des droits de douane supplémentaires de 25 % sur les importations américaines en provenance de l'Inde - portant le total des droits à 50 % - et a menacé de sanctions secondaires, affirmant que l'Inde sapait les efforts des États-Unis pour contrer les «activités néfastes de la Russie». Pourtant, M. Trump a épargné d'autres grands importateurs d'énergie russe et a même accordé une exemption de sanctions à la Hongrie, dont le premier ministre autocratique, Viktor Orbán, est un proche allié de M. Trump. Les droits de douane américains sur les produits indiens dépassent désormais ceux appliqués aux exportations chinoises. Il s'agit ni plus ni moins d'une guerre économique des États-Unis contre l'Inde.

Les États-Unis qualifient l'Inde d'indispensable, mais traitent ses intérêts comme périphériques. Ils veulent que l'Inde serve de pilier à la stratégie indo-pacifique des États-Unis, mais adoptent des politiques qui sapent directement la puissance économique, la sécurité régionale et l'autonomie stratégique de l'Inde. La politique étrangère de Trump est peut-être particulièrement erratique, mais le schéma sous-jacent s'est étendu à plusieurs administrations. Le résultat est une Inde de plus en plus aigrie et méfiante qui ne voit pas d'autre choix que de couvrir ses paris en accélérant l'autosuffisance et en renforçant les liens avec des partenaires alternatifs, à commencer par la Russie.

La visite de Poutine à New Delhi devrait servir de signal d'alarme pour les États-Unis : la coercition et l'incohérence sont des voies sûres vers l'éloignement. Une «alliance douce» avec l'Inde, flexible et axée sur les intérêts, reste l'un des rares moyens crédibles dont dispose l'Amérique pour contrebalancer la montée en puissance agressive de la Chine. En ce sens, les États-Unis ont plus besoin de l'Inde que l'Inde n'a besoin des États-Unis. Au lieu d'essayer de forcer l'Inde à «rentrer dans le rang», les États-Unis doivent reconstruire la relation en traitant l'Inde comme un partenaire égal. Cela signifie qu'ils doivent s'engager avec l'Inde telle qu'elle est, et non pas telle que les décideurs politiques américains veulent qu'elle soit.

Le capitalisme d'État anarchique n'est pas une réponse à la montée en puissance de la Chine



PAR CURTIS J. MILHAUPT¹
ET ANGELA ZHANG²



1- Professeur de droit à la Stanford Law School et senior fellow, à titre gracieux, au Freeman Spogli Institute for International Studies de l'université de Stanford.

2- Professeur de droit à l'université de Californie du Sud, est l'auteur de High Wire : How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy (Oxford University Press, 2024).

Nous avons déjà entendu l'argument avocats contre ingénieurs. Il y a quarante ans, l'essor économique du Japon a suscité des inquiétudes similaires, exprimées de la manière la plus célèbre dans le livre du sociologue américain Ezra Vogel, *Japan as Number One : Lessons for America* (Le Japon, numéro un : leçons pour l'Amérique). Les commentateurs s'inquiétaient du fait que l'Amérique était embourbée dans des procès alors que les meilleurs esprits du Japon résolvaient les problèmes et stimulaient la croissance fulgurante de leur pays. Pourtant, au cours des décennies qui ont suivi, les États-Unis, avec leur gigantesque industrie juridique, ont largement surpassé le Japon.

La panique actuelle face à un challenger économique asiatique est tout aussi injustifiée et contre-productive. Invoquant la sécurité nationale et la concurrence avec la Chine, l'administration de Donald Trump poursuit des interventions de plus en plus anticapitalistes et juridiquement douteuses dans l'industrie privée, avec des coûts potentiellement élevés pour le dynamisme américain.

Prenons l'exemple du tourbillon d'accords conclus cet été. Seulement 11 jours après que le PDG d'Intel, Lip-Bu Tan, a rencontré Trump, la Maison Blanche a annoncé que le gouvernement américain avait pris une participation de 10 % dans l'entreprise. L'administration Trump a également obtenu une «golden share» dans US Steel comme condition de sa vente à Nippon Steel ; elle a forgé un partenariat de plusieurs milliards de dollars entre le Pentagone et le producteur de terres rares MP Materials ; et elle a négocié des accords de partage des revenus avec les fabricants de puces Nvidia et AMD en échange d'un assouplissement des restrictions à l'exportation. Apple, pour sa part, s'est engagé à investir 100 milliards de dollars supplémentaires aux États-Unis en échange d'un allègement des droits de douane.

STANFORD/LOS ANGELES - Il est tentant de présenter la rivalité économique sino-américaine comme un affrontement entre les ingénieurs et les juristes, comme le fait l'analyste sino-canadien Dan Wang dans son nouveau livre *Breakneck : China's Quest to Engineer the Future*. Mais il s'agit d'une fausse dichotomie, car le droit est une caractéristique essentielle du capitalisme américain.

Aucune de ces mesures surprenantes n'a été approuvée par le Congrès, et aucune n'a été contestée devant les tribunaux. L'Amérique des affaires est restée silencieuse, apparemment intimidée par les intimidations de Trump à l'encontre des universités, des cabinets d'avocats et d'autres institutions. Si la rapidité des négociations peut être considérée comme une vertu, il vaut mieux y voir un signal d'alarme, car ces interventions reposent sur des bases juridiques fragiles. Prenons l'exemple de l'«action privilégiée» que le gouvernement américain a prise dans US Steel. L'administration Trump a justifié son intervention en la faisant passer par le Comité sur les investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS), qui est habilité à examiner les prises de contrôle étrangères susceptibles de menacer la sécurité nationale. Pourtant, les conditions de l'accord - protection des salaires des travailleurs, blocage d'un déménagement du siège et obligation de nouveaux investissements - suggèrent qu'il s'agit moins d'une question de sécurité que d'une utilisation opportuniste du processus CFIUS pour faire avancer les intérêts des puissants syndicats de métallurgistes. De même, l'investissement du gouvernement dans l'entreprise MP Materials, spécialisée dans les terres rares, repose sur une interprétation extensive de la loi sur la production de défense (Defense Production Act), qui date de la guerre froide. Les critiques affirment que l'administration a utilisé les pouvoirs d'urgence pour contourner les exigences fédérales habituelles en matière de marchés publics et de contrats.

Dans le même ordre d'idées, les accords de partage des recettes avec les fabricants de puces Nvidia et AMD ressemblent fort à une taxe à l'exportation qui pourrait être jugée inconstitutionnelle. Même si l'administration soutenait que ces ventes ne relèvent pas de la définition des «exportations» parce que les puces sont fabriquées à Taïwan, elle se heurterait à un obstacle statutaire redoutable : la loi de 2018 sur la réforme du contrôle des exportations interdit explicitement au gouvernement de facturer des frais en échange de licences d'exportation. L'accord avec Intel n'est pas moins litigieux. Le CHIPS and Science Act a fourni des incitations pour la construction de nouvelles usines de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis, mais Intel a obtenu des exemptions de certaines de ces obligations en échange de l'octroi au gouvernement d'une participation au capital.

Les critiques soulignent également les conflits potentiels avec d'autres lois fédérales qui interdisent aux agences d'acquiescer des participations sans l'autorisation explicite du Congrès. Ils

affirment que les investissements sans précédent de l'administration dans des entreprises privées en dehors d'une crise nationale nécessitent un mandat clair du Congrès. Il ne s'agit pas là de simples arguties techniques. Le capitalisme d'État anarchique que Trump est en train de mettre en place présente des risques importants. Si les entreprises commencent à s'attendre à des renflouements ou à des faveurs spéciales, elles risquent d'adopter un comportement plus imprudent. En outre, les capitaux pourraient être orientés non pas vers les meilleures idées, mais vers des projets liés à la politique. Les gestionnaires peuvent voir leur planification perturbée par les caprices imprévisibles de la Maison Blanche. Quant aux investisseurs, ils risquent de rester sur la touche, sachant que leurs rendements pourraient être sacrifiés sur l'autel des priorités politiques.

Intel elle-même a discrètement tiré la sonnette d'alarme dans sa déclaration à la SEC après l'accord, avertissant que, compte tenu de l'absence de précédent, «il est difficile de prévoir toutes les conséquences potentielles» du fait que le gouvernement devienne un actionnaire important d'une entreprise privée. Traduction : «Cela pourrait mal se terminer».

Le bilan de la Chine elle-même montre que le capitalisme d'État, s'il est capable de mobiliser des ressources pour mettre en place des infrastructures et promouvoir la croissance, crée aussi de graves pathologies. Il a engendré une corruption endémique, des gaspillages et des mesures de répression périodiques qui sapent la confiance dans les secteurs mêmes que le gouvernement cherche à promouvoir. L'Amérique risque de reproduire ces dysfonctionnements si elle suit la même voie. Certes, les États-Unis ont un besoin urgent de canaliser des ressources vers les infrastructures, la production et l'innovation, et un procéduralisme excessif peut entraver l'investissement et empêcher de répondre aux menaces pour la sécurité nationale. Mais des objectifs politiques valables doivent être poursuivis dans les limites de la loi et par le biais de processus transparents, et non par un pouvoir exécutif qui invente des règles à la volée, conclut des accords opaques avec des entreprises favorisées et érode la prévisibilité sur laquelle s'appuient les marchés américains. L'État de droit, aussi imparfait soit-il, offre un degré nécessaire de prévisibilité et de responsabilité aux acteurs du marché et du gouvernement. L'abandonner au nom de la rivalité géopolitique avec la Chine ne fera que saper une source essentielle de la force des États-Unis.

Les pays en voie de développement pourront-ils résister à la prochaine crise financière ?

NEW DELHI – Tandis que les marchés boursiers ne cessent d'atteindre de nouveaux sommets, une fragilité financière croissante déclenche de plus en plus de signaux d'alarme aux États-Unis et en Europe. Le Fonds monétaire international a récemment exprimé son point de vue en ce sens, suscitant la crainte d'une crise imminente.



PAR JAYATI GHOSH

Professeure d'économie à l'Université du Massachusetts d'Amherst, est membre de la Transformational Economics Commission du Club de Rome, et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés.

Ces signaux s'observent partout, et sont étrangement familiers. Les prix des actifs grimpent bien au-delà de ce que justifient leurs fondamentaux, et les intermédiaires financiers non bancaires jouent actuellement un rôle comparable à celui des « banques de l'ombre » dans les années qui ont précédé la crise financière de 2008. Dans le même temps, l'essor des stablecoins entraîne les banques réglementées dans le monde opaque des cryptomonnaies, pendant que d'immenses quantités de capitaux spéculatifs affluent vers les actions d'IA, davantage en raison d'un engouement médiatique que de rendements fiables.

Ces tendances présentent tous les signes d'une bulle financière qui entre dans sa phase la plus périlleuse, au cours de laquelle des changements même minimes dans le sentiment des investisseurs risquent de provoquer une correction brutale. Les récentes failli-

tes du fournisseur américain de pièces automobiles First Brands et de l'établissement de crédit automobile à risque Tricolor, tous deux fortement endettés et étroitement liés à des institutions financières non bancaires, pourraient constituer les premiers symptômes de vulnérabilités structurelles qui commencent tout juste à apparaître.

Cette fragilité croissante s'explique notamment par l'expansion rapide des institutions financières privées ces dix dernières années. Selon le Conseil de stabilité financière, ces entités – qui lèvent des fonds auprès d'investisseurs particuliers, et qui recourent à l'effet de levier par des emprunts agressifs – représentent aujourd'hui près de la moitié du total des actifs financiers au niveau mondial. Leur appétit pour le risque contribue à faire grimper le prix des actifs, même dans un contexte d'incertitude commerciale et de variabilité des politiques. Par ailleurs, le démantèlement de réglementations financières déjà peu strictes par le président américain Donald Trump ne fait qu'aggraver la menace.

Cumulées, ces dynamiques pourraient déclencher le fameux cycle maniaque que décrivait l'historien de l'économie Charles Kindleberger. La première phase, celle de « l'euphorie », est dominée par l'optimisme et l'excès. Elle est inévitablement suivie d'une période de « rigueur », lorsque les défauts de paiement se multiplient, et que le crédit se resserre, puis d'une période de « révolution », lorsque la peur s'empare des marchés financiers, et que les emprun-

teurs même solvables peinent à obtenir des financements. La suite dépend alors en grande partie de la manière dont les gouvernements réagissent, avec pour dénouement potentiel la panique généralisée et l'effondrement. Même en l'absence de krach, les conséquences peuvent être graves.

L'histoire nous enseigne que la question n'est pas de savoir si une nouvelle crise financière majeure surviendra, mais quand. Pour la majorité des habitants de la planète, l'interrogation majeure consiste à déterminer dans quelle mesure une crise née aux États-Unis et en Europe impactera leur propre pays.

Les précédents ne sont guère rassurants, la crise de 2008 et la pandémie de COVID-19 ayant illustré à quel point des turbulences aux États-Unis et dans d'autres économies riches pouvaient dévaster des pays plus pauvres, à la marge de manœuvre budgétaire limitée, et peu protégés contre les chocs extérieurs. Lorsque les crises se propagent au-delà des marchés financiers, les dégâts sont rapides et considérables. L'investissement se tarit, la croissance s'essouffle, et le chômage augmente, provoquant une réaction en chaîne qui réduit la demande d'exportations ainsi que les flux entrants de devises liés au tourisme et aux transferts d'argent des expatriés vers leur pays d'origine, avec pour conséquence une propagation des difficultés dans le monde entier.

Le problème est accentué par la ténacité des hiérarchies monétaires. La domination du dollar conduit par exemple, en période de très forte incertitude, à un retour des flux de capitaux privés vers les États-Unis, ce qui provoque d'importantes dépréciations et crises bancaires dans les pays à revenu faible. La crainte d'une fuite des capitaux réduit la capacité des gouvernements à mener des politiques macroéconomiques anticycliques, ce qui rend un ajustement déjà difficile encore plus ardu.

Les retombées pourraient être particulièrement sévères pour les pays en situation de surendettement, dont beaucoup ont bâti leur stratégie de croissance sur les exportations à destination des économies dé-

veloppées. Ce modèle ayant depuis été mis à mal par les politiques protectionnistes de Trump, les pays endettés se retrouvent dangereusement exposés à une confluence de chocs économiques, géopolitiques et climatiques, qui menacent de transformer la prochaine crise financière mondiale en un événement absolument catastrophique.

Les pays en voie de développement doivent prendre conscience de ces risques, et appliquer des mesures urgentes pour renforcer leur résilience économique. Leur priorité majeure doit consister à diversifier leurs relations commerciales. Confrontés aux exigences imprévisibles et souvent déraisonnables de l'administration Trump, certains ont déjà commencé à réduire leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Ce processus, bien que nécessaire, ne se fera pas sans douleur.

Pour améliorer leur résilience financière, il est nécessaire que les pays en voie de développement limitent leur exposition aux flux de capitaux volatils, en adoptant des outils efficaces de gestion des capitaux, ainsi qu'en renforçant la surveillance financière, non seulement au moyen de réglementations prudentielles, mais également en réfrénant les activités spéculatives et opaques. Ces mesures de protection doivent être mises en place avant que la prochaine crise ne survienne. À moyen terme, il est indispensable que ces pays réduisent leur dépendance à la dette extérieure, et qu'ils préviennent les sorties de capitaux déstabilisantes en redéfinissant les modalités selon lesquelles opèrent les investisseurs étrangers.

Les efforts déployés par l'administration Trump pour reorienter les partenaires commerciaux des États-Unis dans la direction opposée – vers un assouplissement des réglementations, notamment en ce qui concerne les cryptomonnaies – rendent malheureusement cet exercice excessivement difficile. Ce n'est toutefois qu'en résistant à ces pressions que les pays en voie de développement pourront éviter d'être plongés dans une nouvelle crise dont ils n'auront pas été à l'origine.

L'intelligence artificielle a soif de notre eau



PAR FRIEDERIKE ROHDE¹
ET PAZ PEÑA²



**1- Chercheuse associée au Berlin Ethics Lab de l'Université technique de Berlin.
2- Chercheuse principale chez Mozilla.**

Comme le démontre clairement le récent Atlas de l'eau publié par la Fondation Heinrich Böll, la croissance rapide de l'IA épuise les réserves locales d'eau dans le monde entier, d'un Chili frappé par la sécheresse jusqu'en Afrique du Sud. Son empreinte physique illustre une nouvelle forme d'extraction coloniale ; ce ne sont plus l'argent ou la soie, mais l'eau de refroidissement qui permet à une économie désordonnée numérique de fonctionner.

Le débat autour de la consommation énergétique de l'IA se concentrant sur l'électricité nécessaire à l'apprentissage et au fonctionnement des grands modèles de langage, nous oublions trop souvent que les centres de données ont besoin d'immenses quantités d'eau pour leur refroidissement, sans parler de l'eau utilisée pour la production d'énergie et la fabrication de matériaux.

ChatGPT en constitue un parfait exemple. La phase d'entraînement de GPT-3 a nécessité environ 700 000 litres d'eau rien que pour le refroidissement. Une étude de Greenpeace estime que les centres de données consommeront chaque année 664 milliards de litres d'eau d'ici 2030, contre 239 milliards de litres en 2024.

Les avantages de l'IA sont concentrés dans les pays du Nord, tandis que ses coûts environnementaux pèsent de plus en plus sur les pays du Sud. En 2023, d'importantes manifestations ont éclaté en Uruguay contre un projet de centre de données de Google, alors que le pays souffrait de sa pire sécheresse depuis 70 ans. Les réservoirs étant à sec, les autorités ont commencé à pomper l'eau saumâtre de l'estuaire du Río de la Plata vers les réseaux publics, et ont accordé à Google des permis lui permettant de puiser dans les réserves d'eau douce restantes, alors même que les familles de la classe ouvrière faisaient bouillir l'eau salée du robinet pour la boire.

Des tensions similaires s'observent au Chili, l'un des pays d'Amérique latine les plus exposés à la sécheresse. À Santiago, dans le quartier de Cerrillos, un projet de centre de données de Google pourrait consommer 7,6 millions de litres d'eau par jour, soit à

BERLIN/SANTIAGO – L'IA est souvent présentée comme le signe avant-coureur d'un avenir prospère et plus efficient. Or, les machines qui sous-tendent cette révolution dépendent d'une ressource beaucoup plus ancienne – et bien plus disputée – que les données ou l'électricité : l'eau.



peu près l'équivalent de la consommation annuelle de toute la communauté. En réaction, les militants du groupe local MOSACAT ont lancé une campagne juridique et politique qui a imposé une reconception du système de refroidissement et une nouvelle évaluation environnementale. Ces luttes communautaires mettent en lumière une tendance bien connue, qui consiste pour les grandes entreprises et les gouvernements à présenter les centres de données comme des moteurs de modernisation, tout en minimisant leurs coûts environnementaux. Dans la région mexicaine du Querétaro, où les communautés rurales et indigènes sont déjà confrontées à une grave pénurie d'eau, les problèmes s'étendent bien au-delà de l'épuisement de cette ressource : les émissions issues du diesel des générateurs de secours provoquent une pollution atmosphérique et sonore, les déchets électroniques importés des pays du Nord s'accumulent, pendant que la demande croissante de terrains, de logements et d'électricité fait grimper les coûts, et met à rude épreuve les infrastructures locales.

Les réglementations ne contribuent guère à ralentir cette expansion ou à améliorer les normes environnementales. Si le règlement européen de 2024 sur l'IA impose la transparence concernant la demande énergétique et la puissance de calcul, il ne mentionne nulle part la question de l'utilisation de l'eau. La directive sur l'efficacité énergétique, qui impose aux

centres de données de rendre compte de leur consommation d'eau, s'applique uniquement aux installations de données situées dans l'UE. Par ailleurs, la communication d'informations ne signifie pas la réforme : l'efficacité – limitée par la technologie et par le paradoxe de Jevons (qui s'observe lorsqu'une plus grande efficacité stimule la demande relative à une ressource) – détourne trop souvent l'attention de la question plus profonde de la suffisance.

Dans le même temps, de nombreuses économies en voie de développement rivalisent pour attirer des investissements technologiques, en proposant de généreux allègements fiscaux, ainsi qu'en accélérant l'octroi de permis environnementaux avec un minimum de contrôle. Si les gouvernements ont tendance à présenter cette démarche comme un renforcement de la souveraineté des données, ce sont en fin de compte les géants technologiques qui détiennent le pouvoir. De plus, contrairement à ce qui est officiellement promis, les centres de données créent peu d'emplois, et un certain nombre d'inégalités structurelles continuent d'entraver la croissance des industries locales de l'IA. Les détracteurs de la politique brésilienne en matière de centres de données soulignent par exemple qu'elle place l'accent sur l'attraction des grandes sociétés technologiques, tout en négligeant la question d'une concurrence équitable pour les entreprises nationales. Un autre maillon faible ré-

side dans les évaluations d'impact environnemental, dont plusieurs études démontrent qu'elles sont souvent incomplètes, inexactes ou dissimulées à l'opinion publique. Au Chili, les autorités de réglementation ont approuvé le projet de Google en dépit de problèmes non résolus concernant les droits sur les eaux souterraines. Au Mexique, des militants se sont battus pendant plusieurs mois pour avoir accès aux documents relatifs à l'utilisation de l'eau.

En Afrique du Sud et au Brésil, les entreprises négocient bien souvent directement avec les ministères nationaux, contournant ainsi les autorités locales. Tout cela soulève une question essentielle : qui a son mot à dire lorsque la croissance numérique dépend des ressources locales en eau ? Tout comme ses avantages, les risques liés à l'IA sont inégalement répartis. Pour de nombreuses communautés latino-américaines et africaines, l'opposition aux centres de données ne constitue pas un rejet du progrès, mais un effort visant à le redéfinir. En défendant leurs ressources en eau, elles remettent en question le fantasme d'une expansion numérique infinie dans un monde aux richesses naturelles limitées. Le problème n'est pas celui de l'innovation, mais de la répartition. Il existe aujourd'hui des systèmes de refroidissement durables, qui utilisent de l'eau recyclée, de l'eau salée et de l'eau de pluie, de même que les systèmes à air et la récupération de chaleur permettent de réduire la consommation d'eau douce. Seulement voilà, lorsque la ressource en eau est peu coûteuse, non réglementée et invisible dans leurs bilans, les entreprises ne sont guère incitées à adopter ces alternatives. Un autre problème, plus profond, réside dans la nature même de l'IA : ses calculs intensifs nécessitent une consommation d'eau sans cesse plus importante.

Si nous entendons surmonter ces défis, il nous faut concilier l'ambition technologique avec les réalités de l'escalade des crises climatique et écologique actuelles. À défaut, la croissance incontrôlée de l'IA risque de transformer les régions soumises au stress hydrique en zones de sacrifice. Cet effort en direction d'un avenir technologique humain et durable n'est pas une tâche que les individus et les communautés peuvent accomplir seuls. Les dirigeants politiques doivent prendre des mesures urgentes pour démocratiser le processus décisionnel, veiller à ce que des comptes soient rendus, et aligner l'innovation technologique sur les limites de la planète.

CAN-2025 Petkovic dévoile sa liste de 28 joueurs

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Vladimir Petkovic, a dévoilé samedi une liste de 28 joueurs, dont deux évoluant dans le championnat local, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025 (21 décembre - 18 janvier 2026).

La liste a été dévoilée par le coach national, au cours d'une conférence de presse qui se déroule en ce moment à la salle des conférences "Mohamed Sellah", au stade Nelson-Mandela de Baraki.

Premiers enseignements : la convocation pour la première fois des attaquants Adil Boulbina (Al-Duhail/ Qatar) et Redouane Berkane (Al Wakrah/Qatar), révélations de l'équipe nationale A' à la Coupe arabe FIFA Qatar-2025. En revanche, le milieu de terrain Nabil Bentaleb (Lille) ne figure pas sur cette liste.

A noter le forfait pour blessure du gardien de but du MC Alger, Alexis Guendouz, remplacé par le portier du SM Caen



(France) Anthony Mandrea, qui signe son retour chez les Verts.

Les coéquipiers d'Aïssa Mandi sont attendus lundi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, pour le début de leur stage, avant de s'envoler pour le pays hôte de la CAN, vendredi à bord d'un vol spécial. A la CAN-2025, l'Algérie, dont c'est la 21e participation à la CAN, évoluera dans le groupe E en compagnie du Burkina Faso, de la Guinée-équatoriale, et du Soudan.

Les Algériens entameront la

compétition le mercredi 24 décembre face au Soudan (16h00), avant de défier le Burkina Faso le dimanche 28 décembre (18h30), puis la Guinée équatoriale le mercredi 31 décembre (17h00). Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleures troisièmes se qualifient pour les 1/8es de finale de l'épreuve.

Pour rappel, lors de sa dernière participation à la CAN-2024 en Côte d'Ivoire, l'équipe nationale avait été éliminée dès le premier tour.

Liste des 28 joueurs :

Gardiens : Luca Zidane (FC Grenade/ Espagne), Oussama Benbot (USM Alger), Anthony Mandrea (SM Caen/France)

Défenseurs : Youcef Atal (Al-Sadd/ Qatar), Ramy Bensebaini (Borussia Dortmund/ Allemagne), Rayan Aït-Nouri (Manchester City/ Angleterre), Samir Chergui (FC Paris/ France), Rafik Belghali (Hellas Vérone/ Italie), Aïssa Mandi (Lille OSC/ France), Jaouen Hadjam (BSC Young Boys/ Suisse), Mehdi Dorval (SSC Bari/ Italie), Zinédine Belaid (JS Kabylie), Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/ Tunisie)

Milieux : Ismaël Bennacer (Dinamo Zagreb/ Croatie), Ramiz Zerrouki (Twente FC/ Pays-

Bays), Hicham Boudaoui (OGC Nice/ France), Adam Zorgane (Union Saint-Gilloise/ Belgique), Ibrahim Maza (Bayer Leverkusen/ Allemagne), Farès Chaïbi (Eintracht Frankfurt/ Allemagne), Houssein Aouar (Al-Ittihad Djeddah/ Arabie saoudite)

Attaquants : Mohamed Amine Amoura (VfL Wolfsburg/ Allemagne), Ilan Kebbal (Paris FC/ France), Riyad Mahrez (Al-Ahli SC/ Arabie saoudite), Anis Hadj Moussa (Feyenoord/ Pays-Bas), Adil Boulbina (Al-Duhail/ Qatar), Baghdad Bounedjah (Al-Shamal SC/ Qatar), Moncef Bakrar (Dinamo Zagreb/ Croatie), Redouane Berkane (Al Wakrah/Qatar).

Coupe arabe FIFA - Après l'élimination de l'équipe nationale A' Constat d'un ratage programmé

M. Zeggai

Déception totale chez le public algérien après la sortie prématurée de l'équipe nationale A' de cette Coupe arabe. Sur le papier, l'équipe semblait favorite mais sur le terrain, l'équipe n'a jamais été à la hauteur des attentes placées en elle. Incapable de défendre son statut de tenante du trophée, l'équipe nationale a laissé un goût amer aux milliers de supporters algériens. Ce revers s'apparente à une désillusion profonde. Le choix des joueurs, la convocation de certains éléments peu utiles et qui n'ont rien apporté au collectif ont pesé lourd dans la balance. Sur quels critères ont été retenus Slimani et les autres joueurs blessés ? Quelle leur a été leur utilité ? A cela s'ajoute l'individualisme de certains joueurs, un manque criant de complémentarité ainsi qu'une gestion de match approximative, marquée par une utilisation discutable de plusieurs joueurs.

Le résultat est sans appel : l'équipe est passée totalement à côté de son sujet. Beaucoup ont eu le sentiment que certains joueurs semblaient davantage préoccupés par la fameuse liste de l'équipe nationale A pour la CAN que par l'enjeu du match.

Les rumeurs, les commentaires incessants et les noms qui circulaient autour de cette liste

n'ont fait qu'alimenter la déconcentration et fragiliser un groupe déjà instable.

Le recul inexplicable après le premier et les changements opérés sont arrivés trop tard pour inverser la tendance. Ces choix ont été finalement préjudiciables aux Verts. Nous avons vu une sélection nationale usée dans toutes ses dimensions. Le team national a été incapable de suivre le rythme effréné et la haute intensité imposés par l'adversaire tout le long de la partie. Les choix tactiques du coach national ont été largement contestés. Pourquoi Tougaï est resté sur le banc des remplaçants pour être incorporé vers la fin du match ? Idem pour Atal ? Certains joueurs affichaient des signes évidents d'épuisement. Malgré cette baisse physique manifeste, beaucoup s'interrogent sur l'absence de changements tactiques. Où sont les remplaçants annoncés et pourquoi le sélectionneur national tarde-t-il à injecter du sang neuf pour redynamiser l'équipe ? En somme, réduire cette élimination à un seul match serait passé à côté de l'essentiel. La faillite observée est le symptôme d'un mal beaucoup plus profond. Le déficit de préparation, les choix techniques interrogent sur la cohérence du projet sportif. Et plus inquiétant encore, l'absence persistante d'une identité de jeu clair.

Accablé par les critiques, Madjid Bougherra a officiellement annoncé sa démission du poste de sélectionneur de l'équipe nationale A'. Le coach national n'a pas survécu à une nouvelle élimination. Sur la sellette depuis la déconvenue en quarts de finale du CHAN, en août dernier, le technicien algérien a préféré rendre le tablier après un échec au même stade en Coupe arabe face aux Emirats. Face aux médias, Bougherra n'a pas caché sa profonde déception. Il a présenté ses excuses au peuple algérien, regrettant "de n'avoir pas pu apporter la joie que méritaient les supporters". Le sélectionneur a expliqué que ses choix avaient été fortement limités par les blessures : "Les changements étaient réduits, notamment en raison de l'état physique de certains joueurs", a-t-il précisé. Cette démission marque la fin d'un cycle pour l'équipe nationale des locaux, qui devra désormais se reconstruire après cette désillusion. Pour Madjid Bougherra, il s'agit d'un départ assumé avec lucidité et responsabilité. Les Verts devront désormais tirer les enseignements de cette élimination et se reconstruire afin de retrouver la confiance et l'enthousiasme de leur public après cette douloureuse désillusion.

BOUGHERRA DÉMISSIONNE

Coupe d'Algérie (16es de finale) L'ESS rejoint le CSC, pour un 8e de finale explosif, la JSK éliminée

L'USM Harrach a éliminé la JS Kabylie pour la deuxième année consécutive de la Coupe d'Algérie, en lui infligeant une nouvelle défaite (1-0), au stade Nelson Mandela de Baraki, pour le compte des 16es de finale.

Cette fois, le bourreau des Canaris a été Bensaha, auteur de l'unique but de la rencontre, juste avant la fin de la première mi-temps, alors que son capitaine Chaouchi a réussi à repousser un penalty, exécuté par Mahious au milieu de la deuxième période. Ce fut le tournant d'un match bien géré par les Harrachis grâce à leur volonté et leur détermination.

Dans les autres matchs disputés, la hiérarchie a été majoritairement respectée, avec la qualification des principaux favoris, à savoir l'ASO Chlef et l'ES Sétif, tous les deux pensionnaires de Ligue 1, ayant dominé respectivement le FCB Frenda (inter-régions) et l'US Béchar Djedid (Ligue

2). Au prochain tour, l'ASO affrontera le MC Saïda (Ligue 2), alors que l'Entente de Sétif devra en découdre avec l'un de ses plus grands rivaux, en l'occurrence le CS Constantine. Le Paradou AC avait validé son billet pour les 8es de finale, en battant l'US Faubourg (inter-régions).

Le PAC, qui signait au passage son sixième succès de rang (toutes compétitions confondues), affrontera en 8es de finale le CA Batna (Ligue 2). Dans les autres matchs, trois clubs de la Ligue 2 : l'ASM Oran, le NA Hussein Dey et le MC Saïda sont allés décrocher leur qualification en déplacement, face à des clubs de la division inter-régions, respectivement : la JB Aïn Kercha, l'Amel Boussaâda, et le MB Barika. A l'instar de l'ESS et du CAB, la JSM Bejaïa (inter-régions) a fait parler la poudre au cours de ses 16es de finale, puisqu'elle aussi l'a emporté par un score large contre le WA Boufarik (inter-régions).

Ligue 1 Abdellaoui (MCA) suspendu deux matchs fermes

Abdellaoui, le défenseur du MC Alger, a écopé de deux matchs de suspension fermes pour «faute grave», lors du derby face au CR Belouizdad, en mise à jour de la 1re journée du championnat de Ligue 1.

Abdellaoui a été expulsé dans le temps additionnel (90e+3), suite à une faute commise sur l'attaquant tunisien du CRB Mohamed Ali Ben Hammouda. Le MCA s'est vu infliger une amende de 200.000 dinars pour «utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur la pelouse, sans dommages physiques», précise la même source.

De son côté, le défenseur de l'USM Alger Adem Alilet, a écopé de 200.000 dinars d'amende pour «contestation de décision suivie par un comportement provocateur envers les supporters à l'issue du match».

Enfin, la JSK devra s'acquitter d'une amende de 400.000 dinars pour «utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur la pelouse, sans dommages physiques», conclut le communiqué de la LFP.

BOUKHANCHOUCHE OPTE POUR LE CR BELOUIZDAD

L'ex-milieu de terrain de l'USM Alger, Salim Boukhanchouche, s'est engagé avec le CR Belouizdad, a indiqué le clubbelouizdadi. «Le CR Belouizdad annonce la signature du milieu de terrain Salim Boukhanchouche, libre de tout contrat. Le joueur a débuté l'entraînement avec l'équipe et son inscription officielle sera finalisée à l'ouverture du mercato hivernal. Boukhanchouche devrait porter le numéro 18 durant son passage au club», peut-on lire sur le communiqué du CRB. Lié à l'USM Alger jusqu'en juin 2026, le milieu de terrain âgé de 34 ans avait résilié son contrat à l'amiable.

Considéré comme un titulaire à part entière lors du précédent exercice, Boukhanchouche ne faisait plus partie de l'échiquier de l'entraîneur Abdelhak Benchikha depuis octobre dernier. L'ancien international algérien était également convoité par plusieurs clubs algérois notamment le MCA.

Les Verts de l'Europe

● FRANCE : ABDELLI ÉPOUSTOULANT FACE AU FC NANTES

Himad Abdelli a parfaitement assumé son rôle de leader technique d'Angers face à Nantes dans le derby de la Loire, en étant impliqué derrière trois des quatre buts de son équipe et a été logiquement choisi comme homme du match. Il a d'abord transformé un penalty à la 17', permettant aux siens d'entrer dans le match dans de parfaites conditions, assumant ensuite le travail de récupération et de sortie de balle. En deuxième mi-temps, il a été l'auteur d'une passe décisive sur le second but de son équipe (60'). Par la suite, on verra Abdelli orienter le jeu, puis avoir deux grosses occasions. Juste après avoir été remplacé, Angers ajouter le quatrième but pour s'imposer 4-1. A noter la présence de Belkebla capitaine d'Angers et de Benhattab titulaire avec Nantes.

● MERCATO : UN GÉANT TURC VEUT RECRUTER HADJAM

Déjà courtisé l'été 2024, l'international algérien des Young Boys, Jaouen Hadjam, est de nouveau au centre des attentions du Besiktas Istanbul, qui souhaite boucler son arrivée dès le mercato hivernal. Selon plusieurs médias turcs, dont Sports Digitale, le club stambouliote a même dépêché son directeur sportif, Serkan Reçber, en Suisse pour observer Hadjam lors du match de Ligue Europa entre YB et Lille au Wankdorf. L'objectif est clair : évaluer pour la dernière fois le latéral gauche de 22 ans... puis entamer immédiatement des discussions avec la direction des Young Boys. Le timing renforce encore la possibilité d'un départ rapide. Hadjam

disputera la rencontre contre Lille, sera suspendu lors du match de Super League contre Lucerne, puis rejoindra l'équipe nationale algérienne pour la CAN 2026. Résultat : le duel européen contre Lille pourrait être l'un de ses dernières apparitions sous le maillot bernois si un accord est trouvé. Les Turcs veulent boucler son arrivée rapidement, et les Young Boys pourraient se montrer ouverts si une offre satisfaisante arrive sur la table.

● ANGLETERRE : BELLOUMI ÉLU HOMME DU MATCH

Le talent de Bachir Belloumi a de nouveau éclaté au grand jour. L'international algérien a été désigné Homme du match lors de la victoire de Hull City contre Wrexham (2-0), un sacre mérité au regard de sa prestation magistrale. Aligné d'entrée, Belloumi a immédiatement donné le ton en se montrant percutant et inspiré sur son côté droit. Sa première éclatante dans la surface a d'ailleurs été décisive : une accélération fulgurante, un centre parfait et c'est le premier but de son équipe. Le jeune algérien renait progressivement après une longue traversée du désert due à une grave blessure au genou et une rechute en début de saison. Mais cette fois, Belloumi semble avoir tourné la page. Sa prestation contre Wrexham a été saluée unanimement. Les supporters de Hull City l'ont massivement élu joueur du match, preuve de l'affection et de la confiance qu'ils lui accordent. De leur côté, les médias anglais, à l'image de Hull Live, lui ont attribué une note élevée (8/10), soulignant son impact immédiat, son audace offensive et ses prises d'initiative qui ont dynamisé tout le secteur offensif des Tigers.

L'Algérie, le pays que le voyage n'a pas encore domestiqué

À l'ère du tourisme mondialisé, où les destinations finissent par se ressembler jusqu'à s'effacer, un pays demeure hors norme. Longtemps absente des circuits internationaux, l'Algérie réapparaît aujourd'hui comme une évidence pour les voyageurs les plus exigeants : ceux qui ne cherchent plus à consommer le monde, mais à le comprendre.

Par Laala Bechetoula

Des villes méditerranéennes aux montagnes de l'intérieur, des oasis aux immensités sahariennes, ce pays-monde offre une expérience rare - intacte, profonde, parfois dérangement - où chaque territoire raconte une histoire singulière. Voyager en Algérie, c'est accepter que le voyage redevienne une transformation.

Il existe des destinations qui se vendent à coups d'images répétées et de promesses standardisées.

Et puis il existe des pays qui s'offrent autrement, lentement, à ceux qui acceptent de voyager avec attention. L'Algérie appartient à cette seconde catégorie. Elle ne se consomme pas. Elle se découvre, elle se traverse, elle se comprend.

Longtemps tenue à distance des grandes routes du tourisme international, l'Algérie revient aujourd'hui dans le regard du monde sans tapage ni artifices. Ce retour n'est ni un effet de mode ni un rattrapage tardif. Il correspond à une mutation profonde du voyage lui-même. Dans un monde saturé de destinations interchangeables, le voyageur contemporain recherche désormais du sens, de l'histoire, de la rencontre, de la singularité. Et l'Algérie, par son im-

mensité et sa complexité, répond naturellement à cette attente.

Ce n'est pas un hasard si des médias internationaux de référence commencent à la désigner comme une destination d'avenir.

L'Algérie possède un atout devenu rare : elle est restée intacte, parfois malgré elle, souvent par fidélité à son propre rythme.

UN PAYS-MONDE DEMEURÉ ENTIER

L'Algérie impressionne d'abord par son échelle, puis par sa diversité. Du littoral méditerranéen aux confins sahariens, le voyageur change de paysages, de climats, de lumières, de cultures, parfois même de rapport au temps. Peu de pays offrent une telle continuité géographique sans rupture artificielle. Ici, aucun lieu ne ressemble véritablement à un autre.

Les villes algériennes ne sont pas des décors figés pour visiteurs pressés. Elles exigent du temps. Oran séduit par son esprit méditerranéen, sa musique, sa relation libre à la culture et à la mer. Alger s'impose par sa stratification historique, sa Casbah, ses contrastes, son énergie parfois rugueuse mais profondément humaine. Constantine, suspendue au-dessus de ses gorges, impression-

ne autant par sa géographie que par son héritage intellectuel et spirituel. Tlemcen conjugue architecture andalouse et héritage médiéval, tandis qu'Annaba dialogue encore avec la Méditerranée comme elle le faisait il y a seize siècles.

Dans les Aurès, la montagne impose sa majesté minérale et son identité farouche. Terre de résistance et de mémoire chaoui, cette région a façonné une architecture verticale et une cuisine de montagne où la rudesse climatique s'est transformée en richesse culturelle. Le Ghoufi, canyon spectaculaire creusé par l'oued Abiod, en est l'une des expressions les plus saisissantes : villages troglodytes accrochés à la roche, sentiers suspendus, oasis vivantes au fond des gorges. Classé depuis 1928 et inscrit sur la liste indicative de l'UNESCO, ce site incarne un tourisme de contemplation et d'intelligence patrimoniale, encore largement à préserver.

Au cœur de l'Algérie intérieure, Laghouat s'inscrit sans emphase comme une ville de passage devenue destination.

Ni totalement nordique ni pleinement saharienne, elle offre une lecture subtile du pays : oasis vivantes, traditions religieuses discrètes, mémoire historique profonde, gastrono-

mie enracinée. Laghouat représente un potentiel majeur pour un tourisme lent, culturel, culinaire et spirituel, fondé sur la rencontre et le respect du territoire.

VOYAGER AVEC MÉMOIRE, LENTEUR ET CONSCIENCE

Voyager en Algérie, c'est parcourir des siècles. Des vestiges romains de Tipasa, Djémila ou Timgad aux médinas médiévales, des ksour sahariens aux villes ottomanes, le pays offre une densité patrimoniale exceptionnelle. Mais ici, l'histoire ne s'arrête pas aux pierres. Elle se prolonge dans les pratiques religieuses, les confréries soufies, les fêtes locales, les récits transmis.

Le tourisme spirituel, encore largement sous-exploité, constitue l'un des axes les plus prometteurs du voyage algérien.

Les zaouïas, les lieux de mémoire, les itinéraires intérieurs offrent une autre manière de découvrir le pays : une manière respectueuse, introspective, éloignée du spectaculaire.

La gastronomie, elle aussi, raconte le territoire. Couscous aux innombrables déclinaisons régionales, berkoukes des hauts plateaux, chakhchoukha du Sud-Est, m'hajeb de Laghouat, plats d'oasis où la datte transforme le salé, cuisines sahariennes où la sobriété devient raffinement. Manger en Algérie, c'est comprendre le pays autrement, par le goût, par le partage, par ces tables où l'étranger cesse vite de l'être.

LE SAHARA, ULTIME EXPÉRIENCE DU TERRITOIRE

Plus au sud, le Sahara algérien s'impose comme l'une des dernières grandes expériences territoriales du monde contemporain. Hoggar, Tassili, M'Zab, Assekrem : ici, le voyage n'est plus accumulation d'activités, mais immersion.

Le silence, l'immensité, la lenteur transforment le regard.

À Séfar, cité troglodyte du Tassili n'Ajjer, plus de dix mille ans d'art humain sont gravés dans la pierre. Ce lieu ne se visite pas : il se vit comme un pèlerinage aux origines de l'humanité. Le désert algérien attire une clientèle internationale consciente, exigeante, en quête de sens à condition d'être protégé, pensé avec rigueur et construit avec les populations locales.

L'Algérie dispose aujourd'hui d'un avantage stratégique rare : elle peut inventer son modèle touristique sans précipitation. Elle n'est pas prisonnière d'un tourisme de masse déjà figé. Elle peut choisir la qualité, la protection du patrimoine, la formation et l'implication locale. La lenteur, ici, n'est pas un retard. Elle est une intelligence.

Voyager en Algérie, ce n'est pas ajouter une destination à une liste. C'est entrer dans un pays-monde, accepter sa complexité, ses strates de mémoire, ses silences et ses lumières.

C'est peut-être cela, aujourd'hui, le véritable luxe : voyager dans un pays qui refuse encore d'être réduit, simplifié, domestiqué.

Pour une paix verte Retrouver les Petits Cycles de l'eau pour sauver notre Sahara

Par Elhabib Benamara

Dans un Maghreb de plus en plus assoiffé, l'eau n'est plus seulement une ressource : elle est devenue un révélateur de fragilités communes, un marqueur de tensions, et peut-être - si un choix collectif s'opère - le point de départ d'une nouvelle ère de coopération écologique.

UN TERRITOIRE FRAGILISÉ PAR LA RUPTURE DES ÉQUILIBRES HYDROLOGIQUES

Dans le Sud-Ouest algérien, là où les reliefs de l'Atlas saharien rencontrent les vastes étendues désertiques, l'eau a longtemps constitué l'élément structurant des paysages, des systèmes oasiens et de l'occupation humaine. Aujourd'hui, ces équilibres sont profondément perturbés par les changements climatiques : raréfaction des précipitations, irrégularité des saisons, épisodes de sécheresse sévère suivis de crues brutales. Ces phénomènes affectent l'ensemble du Maghreb. Les oueds qui alimentent Béchar, Kenadsa ou Abadla présentent des écoulements de plus en plus irréguliers, révélant un cycle hydrologique mis sous pression croissante. La modification des écoulements naturels en amont, notamment sur le versant marocain du Haut Atlas, a fragilisé un équilibre hydrologique déjà mis à rude épreuve par la sécheresse prolongée, conformément aux analyses avancées par plusieurs institutions nationales.

Le barrage de Jorf Torba en fournit l'illustration la plus marquante : resté presque vide pendant deux années consécutives, il s'est rempli de manière spectaculaire lors des crues exceptionnelles de 2024. Pourtant, durant sa période de sécheresse, aucun dévasement profond n'a été entrepris pour restaurer sa capacité maximale. Cette absence d'entre-

tien stratégique montre un point crucial : ce n'est pas uniquement la pluie qui manque, mais la capacité du territoire à retenir et valoriser l'eau disponible, ou future.

RESTAURER LES PETITS CYCLES DE L'EAU : LA CLÉ DE LA RÉSILIENCE

Les paysages oasiens vivaient autrefois grâce à un cycle local finement régulé : infiltration lente, recharge progressive des nappes, humidité du sol maintenant la végétation et les microclimats.

Aujourd'hui, ce cycle est rompu. Les sols dégradés absorbent mal l'eau, les pluies ruissellent sans pénétrer, la végétation recule, et les conditions arides s'intensifient.

Restaurer les petits cycles de l'eau devient donc la priorité absolue pour stabiliser les écosystèmes, renforcer la sécurité hydrique et lutter contre la désertification.

Trois leviers pour une stratégie nationale de souveraineté hydrique

1. Valoriser les eaux usées grâce à la phytoépuration

Dans les régions arides, les eaux usées domestiques représentent une ressource hydrique à part entière.

La phytoépuration - technologie naturelle fondée sur les plantes filtrantes-permet de :

- réduire l'exploitation des nappes,
- irriguer une agriculture de proximité,
- reverdir des espaces dégradés,
- créer des îlots de fraîcheur.

Simplicité, faible coût, robustesse : cette solution convient parfaitement aux zones sahariennes et rurales.

2. Réaménager le territoire pour qu'aucune goutte ne se perde

La résilience hydrique ne repose pas seulement sur les grands barrages, mais sur une multitude de micro-aménagements :

- seuils d'infiltration,

- diguettes en pierre,
- micro-barrages,
- bassins de rétention naturels,
- zones d'infiltration et mares temporaires,
- techniques de recharge artificielle des nappes.

Ces dispositifs réduisent le ruissellement, restaurent les sols, reconstituent l'humidité locale et ramènent la vie dans les paysages.

L'absence de dévasement du barrage de Jorf Torba durant sa période de sécheresse révèle combien la gestion fine des infrastructures est essentielle pour maximiser la capacité de rétention et de stockage.

3. Envisager l'ensemencement des nuages comme outil complémentaire

L'ensemencement des nuages, déjà utilisé dans plusieurs pays arides (Arabie Saoudite, Émirats, Chine), constitue un levier pour optimiser les précipitations.

L'Algérie dispose :

- d'un vaste territoire montagneux et saharien,
- de couloirs de circulation atmosphérique favorables,
- d'une infrastructure de barrages capable de stocker d'importants volumes d'eau.

Intégré dans un plan national coordonné, ce dispositif pourrait renforcer la sécurité hydrique, à condition de s'accompagner d'une gestion intelligente des bassins et de leur entretien.

La récupération des eaux pluviales : un changement culturel avant tout

La crise hydrique est aussi culturelle. La résilience dépend de notre capacité à considérer chaque toit, chaque rue, chaque édifice comme une surface de captation de l'eau. Un symbole puissant illustre ce principe : le jour où les eaux de pluie tombant sur les terrasses des mosquées - où l'on invoque officiellement Dieu pour donner ces pluies - seront récupérées au lieu d'être dirigées vers les égouts, un cap

civilisationnel aura été franchi.

Les eaux des ablutions-déjà faiblement chargées-peuvent être traitées par des procédés simples, puis utilisées pour :

- irriguer les jardins,
- alimenter les arbres d'ombrage,
- soutenir des circuits urbains économes en eau.

La souveraineté hydrique commence par ce geste élémentaire : retenir l'eau là où elle tombe. Réanimer les paysages : une stratégie nationale intégrée

Préserver durablement les territoires sahariens et pré-sahariens implique :

- la restauration des sols dégradés,
- la revitalisation des systèmes oasiens,
- la réhabilitation des foggaras et khetaras,
- la captation locale de l'eau,
- la diffusion lente de l'humidité,
- la collaboration entre institutions, scientifiques, collectivités et communautés locales.

Il s'agit d'une démarche écologique, technique, politique et civilisationnelle.

Conclusion : reconstruire la pluie, pas seulement l'attendre

Face au changement climatique, la question n'est plus de subir les sécheresses, mais de recréer les conditions naturelles qui permettent à l'eau de revenir, s'infiltrer et faire revivre les écosystèmes.

L'Algérie possède les compétences, le territoire et les technologies pour devenir un modèle régional de régénération hydrique.

Le reverdissement progressif du Sahara, la renaissance des oasis et la souveraineté hydrique ne relèvent pas de l'utopie, mais d'une vision stratégique fondée sur un principe simple :

Faire en sorte que chaque goutte compte.

Le Maghreb peut encore choisir la Paix Verte.

Et l'Algérie peut en être la pionnière.

France

Des agriculteurs contre l'abattage de bovins bloquent des axes routiers

Des agriculteurs ont bloqué dans la nuit de vendredi à samedi plusieurs routes du sud-ouest de la France, donnant lieu à des heurts avec la police, pour protester contre des abattages de bovins malades qui ont attisé la crise du monde agricole. Sur l'une des autoroutes ciblées, les protestataires ont brûlé des ballots de paille et deux policiers, selon les autorités, ont été blessés lors de l'intervention des forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de les déloger. A l'origine de leur colère: la stratégie de l'Etat face à la dermatose nodulaire, une épizootie apparue fin juin en Savoie (est), qui passe mal et divise les syndicats agricoles français, ajoutant à un mécontentement agricole aux ressorts multiples. Les actions se sont multipliées cette semaine. Et vendredi matin, malgré deux jours de mobilisation d'agriculteurs dans l'Ariège (sud-ouest), les services vétérinaires, sous la protection des forces de l'ordre, ont abattu 207 vaches après la découverte d'un foyer.

«Pour sauver toute la filière, l'abattage est la seule solution», a plaidé la ministre de l'Agriculture Annie Genevard dans une interview au quotidien Le Parisien. La Confédération paysanne - un syndicat agricole - a appelé à des «bloques partout», «la fin de l'abattage total» et une vaccination élargie, dénonçant une gestion «plus ef-

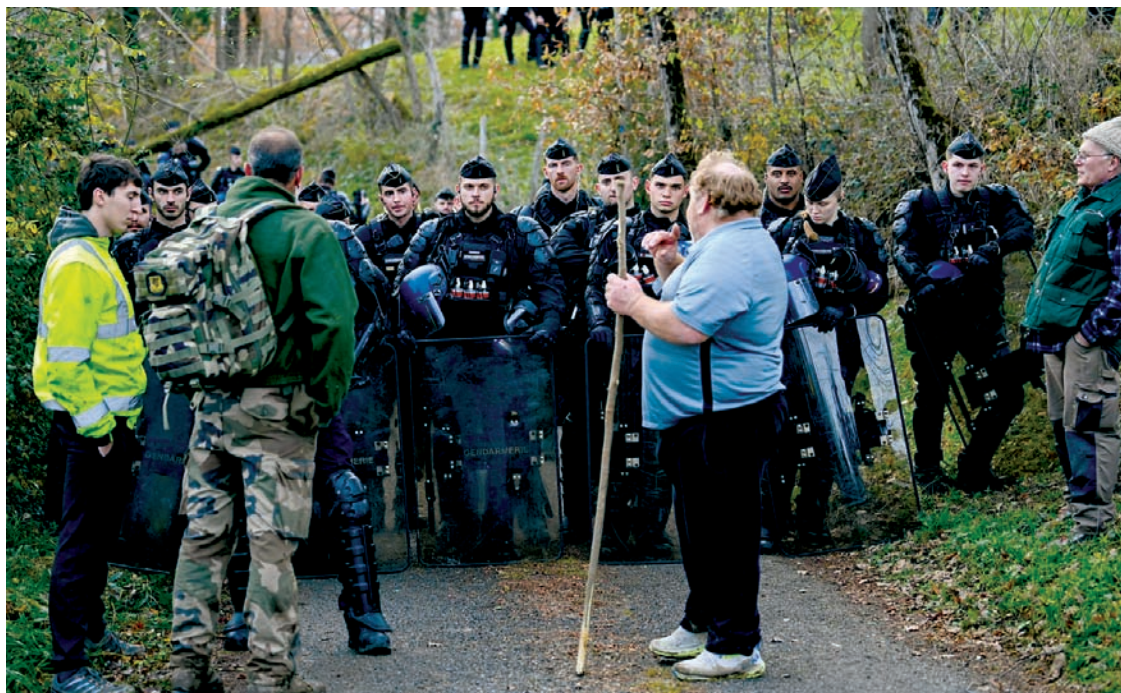
frayante que la maladie elle-même». La Coordination rurale des Pyrénées-Atlantiques (sud-ouest) a également appelé à une mobilisation vendredi soir à deux points de l'autoroute A64, à proximité de la frontière espagnole.

A l'un deux, à Lescar, des agriculteurs ont ainsi «pénétré sur l'autoroute où ils ont «incendié des ballots de paille», a fait savoir la préfecture. «Deux policiers ont été légèrement blessés» lors de leur intervention, a-t-elle ajouté, précisant que l'autoroute allait être en partie fermée. Plus tôt, des agriculteurs aux volants de 80 tracteurs ont bloqué l'A64 à la hauteur de Carbonne (sud-ouest), y installant un campement pour y passer la nuit, a constaté un journaliste de l'AFP.

«Ce soir on sera là, demain matin on sera là», a déclaré Jérôme Bayle, figure régionale de la mobilisation.

«SEULE SOLUTION»

A la dermatose nodulaire s'ajoute la grippe aviaire qui sévit toujours: les autorités ont annoncé vendredi un nouveau foyer dans les Landes (sud-ouest), principal producteur français de canards gras et réputé pour ses volailles. Ces crises sanitaires interviennent alors que plusieurs fleurons de la production agricole française, du blé aux vignes, traversent une crise inédite. La France doit importer toujours plus au point



d'entrevoir un déficit commercial en 2025 pour la première fois depuis 50 ans. Or, le vote des 27 sur l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur, dénoncé par tous les syndicats agricoles, approche et il devrait faciliter l'entrée d'importations de bœuf, volaille ou encore de sucre, en contrepartie d'exportations facilitées de voitures, machines, ou encore de vin. La Commission européenne vise un feu vert avant le 20 décembre et une adoption au Parlement début 2026.

Les agriculteurs dénoncent une concurrence déloyale du fait de normes moins exigeantes en Amérique latine et une déstabilisation à venir des filières européennes déjà fragiles. «Depuis des années, nous alertons: l'agriculture française est à bout, prise en étau entre des normes toujours plus nombreuses et une concurrence étrangère déloyale (...) Et qu'a fait le gouvernement ? Rien», accusent des représentants de la Coordination rurale, deuxième syndicat agricole, à Agen.

Les propositions de la Commis-

sion européenne concernant sa politique agricole (PAC) ajoutent au malaise: non seulement le prochain budget (2028-34) pourrait être réduit de 20% mais il pourrait être «dilué» dans un grand fonds. La France redoute une coupe particulièrement douloureuse pour ses agriculteurs, premiers bénéficiaires de la PAC avec environ 9 milliards d'euros d'aides par an, soit les deux tiers de leurs revenus. Ces subventions sont un amortisseur vital pour de nombreuses exploitations fragilisées depuis la guerre en Ukraine.

Côte d'Ivoire

Du jamis vu, la filière karité sous tension



A Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, les entrepôts de Souleymane sont vides: la campagne de commercialisation du karité touche à sa fin et les amandes restent rares, suite au gel des exportations des voisins maliens et burkinabè qui compensaient jusque-là le déficit ivoirien.

En 2024, le Mali et le Burkina, respectivement deuxième et troisième producteurs mondiaux, ont suspendu l'exportation de leurs amandes pour privilégier l'approvisionnement de leurs unités de transformation locales.

La Côte d'Ivoire, dont la production est modeste et où le karité est concentré dans le nord, compensait son déficit en s'approvisionnant auprès de ces deux pays voisins. Le karité, arbre emblématique des savanes africaines, pousse à l'état sauvage. Ses fruits renferment une amande que les femmes ramassent, puis vendent brute ou transforment en beurre, essentiel pour les soins corporels et l'industrie agroalimentaire.

«Depuis qu'ils ont suspendu leurs exportations, on a difficilement accès aux amandes, en plus cette année la production ivoirienne n'a pas été assez rentable», dit d'un air dépité Souleymane Sangaré, acheteur au marché de Korhogo et vice-président du réseau ivoirien de karité.

Finies donc les montagnes d'amandes dans ses deux entrepôts, où ne traînent que quelques sacs cette année. «En temps normal, j'ai entre 3.500 et 4.000 tonnes d'amandes par campagne. Cette année je n'ai même pas pu avoir 500 tonnes deux mois après le début de la campagne», de mi-août à octobre, soupire-t-il.

FORTE DEMANDE INTERNATIONALE

En janvier, la Côte d'Ivoire a à son tour suspendu les exportations de ses amandes pour faciliter l'approvisionnement de son industrie. «On ne peut pas critiquer d'autres pays qui ont fait la même cho-

se», lance Mamadou Berté, directeur général du Conseil coton anacarde karité.

Korhogo abrite la première industrie ivoirienne moderne de transformation du karité en beurre. «J'ai signé un contrat pour fournir des amandes à cette unité, mais je peine à le respecter faute d'en trouver suffisamment», confie Souleymane Sangaré.

Outre le Mali, le Burkina et la Côte d'Ivoire, le Togo et le Nigeria ont également interrompu leurs exportations d'amandes brutes. Le Ghana, de son côté, prévoit une interdiction progressive de ses exportations en 2026. Ces décisions combinées à la forte demande internationale, stimulée par l'utilisation du beurre de karité comme alternative moins coûteuse au beurre de cacao, ont contribué à tendre le marché ouest-africain, explique la société de conseil N'Kalô, dans son bulletin agricole.

Résultat: des prix en hausse et des volumes échangés «très faibles».

En Côte d'Ivoire, le prix minimum bord

champ, fixé à 250 FCFA/kg (0,38 euro), a grimpé jusqu'à 350 FCFA (0,53 euro), tandis que les prix en magasin usine, établis à 305 FCFA/kg (0,46 euro), varient entre 385 et 400 FCFA/kg (entre 0,58 et 0,60 euro), analysait fin novembre N'kalô.

«MARCHÉ LENT»

Au moins 152.000 femmes vivent du karité dans les zones de production, selon le ministère ivoirien de l'Agriculture. A la coopérative Chigata, à Natio-Kobadara, près de Korhogo, des dizaines de femmes s'affairent à fabriquer du beurre sous un soleil écrasant. Dans la cour, des sacs d'amandes sont entreposés, tandis que des moulins grésillent en continu, crachant des pâtes de karité compactes, couleur chocolat.

«L'année dernière, on a vendu le kilo du beurre de karité entre 4.000 et 4.500 francs CFA (entre 6 et 6,9 euros), c'est du jamais vu depuis qu'on est nées», dit Noulourou Assiata Soro, secrétaire générale de cette coopérative qui rassemble «plus de 120 femmes».

Elle déplore toutefois un manque de débouchés pour ses produits. Mais, «quand c'est cher, le marché est lent», constate Tenin Silue, 49 ans, vendeuse de beurre de karité au marché de Korhogo depuis dix ans. Le sac d'amandes de 150 kilos, que la coopérative achetait à 60.000 francs

CFA (92 euros), lui est désormais cédé à 70.000 (107 euros), ajoute Mme Soro. Cette tendance haussière des prix devrait se poursuivre dans les semaines et mois à venir, marquant la fin de la campagne sur le marché ouest-africain du karité où l'offre d'amandes reste limitée, selon le bulletin agricole de N'kalô. En avril, le gouvernement ivoirien a placé la filière karité sous la régulation du Conseil coton anacarde, qui entend identifier les acteurs, les problèmes liés à la commercialisation et disposer de statistiques fiables sur la production, selon son directeur.

APARTEMENTS

■ Location F4, 2^{ème} étage, Akid Lotfi + Local 280 m², à Millénium (2) DF + location usine Es Sénia, Z / industrielle 2.200m² et hangar couvert 1.300 m² ttes commo + location villa 1.200 m², avec piscine à Courbet + location conserverie 6.000 m², W. Mascara + location siège adminis 1.800 m², R+3 avec assurance et parking au C/V + location immeuble admin 600 m², 3 niveaux, en plein CV d'Oran, à prox de Bd Front de mer et marché Michelet Cabinet imm VICTORIA : 4 rue Mohamed Khemisti, Oran - Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

VILLAS

■ Urgent : A vendre villa, actée, 226 m², 2f, C/V Terga, 45 min d'Oran Prix : 1.2 nég + A louer appart canastel, 3^{ème} étage, 4.5 U/mois, avec 7 mois d'avance- Tél : 0657.27.53.56 whatsapp : 0033.6208.46445

LOCAUX

■ A louer café / Restaurant, sans matériel, avec papiers, sup 260 m², sur 2 niveaux, à Ain El Turck, Eden plage (corniche oranaise) Tel: 0793.73.75.78 / 0676.68.17.26

Office public de l'huissier de justice Maître Tahraoui Bahous

Huissier de justice près le Tribunal d'Arzew

Adresse : Avenue El Kouds Arzew / Tél : 0554.10.14.48 / 0660.80.11.01

E-mail : maitre.tahraoui-b@live.fr



Avis de report de vente aux enchères publiques uniquement sur soumissions cachetées

Il sera procédé le 22 décembre 2025 à 11h00 au profit de : la Société de Maintenance Industrielle « SOMIZ » à la vente aux enchères publiques des lots ci-dessous indiqués :

N° Lot	Désignations
01	Grue ENMTP 1025 matricule : 05-100516-31 avec C.G Grue ENMTP 1025 matricule : 051-00513-31 avec C.G
02	Camion à benne Sonacome, matricule : 1786-286-31 avec C.G
03	VP Nissan matricule : 22909-114-31 avec C.G Cnntte Peugeot, matricule : 05306-312-31 Avec C.G
04	Divers : Carcasse de véhicule léger, Kia Cerato, épave totalement endommagée + Nacelle Hydraulique + 07 (sept) carcasses de cycles (Vélo VTT) endommagées

Observations : Les personnes intéressées doivent s'inscrire auprès de l'Office, au moins 48 heures avant la date de leur visite du matériel, munies de leur carte d'identité. L'accès au site se fait exclusivement par la zone industrielle, dont l'entrée est strictement contrôlée en raison de son caractère sensible.

Conditions de participation : Vente sans garantie et en l'état

- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'Huissier de justice contre paiement 1.000 DA.
- Le paiement de la caution de garantie (indiqué dans le cahier des charges) pour chaque lot et le dépôt de soumissions se feront avant le jour de la vente aux enchères, au plus tard le 17 décembre 2025, avant 16H00 (Aucune soumission ne sera acceptée le jour de la vente). Le paiement de la totalité des lots devra être effectué dans un délai de 48h suivant l'adjudication.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE D'ORAN
DIRECTION GÉNÉRALE
DÉPARTEMENT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE



وزارة السكن و العمران و المدينة و التنمية
المعمارية
ديوان الترقية و التسيير العقاري لـوهران
المديرية العامة
دائرة التحكم في المشاريع

Avis d'Attribution Provisoire du Marché
Relatif au 2^{ème} avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale N°40/2025

NIF : 099 931 010 421 329

Conformément à l'article 56 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux articles 85 et 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de promotion et de la gestion immobilière d'Oran, 08 Place Boudali Hasni Sidi Houari, Wilaya d'Oran, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au 2^{ème} avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales 40/2025 paru aux journaux Le Quotidien d'Oran et الديوان le 18/11/2025, relatif à la réalisation d'un Collège type Base 06 au niveau du site des 3250 LPL à Gdyl - Wilaya d'Oran (cites d'habitat intégrées Programme National 2015) en une tranche Ferme et Une Tranche Conditionnelle (Reste à Réaliser), qu'après évaluation des offres par la commission d'ouverture et d'évaluation des offre, que le marché est attribué provisoirement à l'entreprise citée ci-après:

PROJET	Entreprise Retenue	Montant de l'offre financière initiale en DA TTC	Délais	Montant de l'offre financière après correction en DA TTC	Note de l'offre technique obtenue	Observation
Projet : La réalisation d'un Collège type Base 06 au niveau du site des 3250 LPL à Gdyl - Wilaya d'Oran (cites d'habitat intégrées Programme National 2015) en une tranche Ferme et Une Tranche Conditionnelle (Reste à Réaliser)	ETB BELAHRIZI MASSINISSA Nif : 183341400365146 Siège sociale : En Face Les Locaux Ben Chouia Allaoua Commune Colla-Wilaya Bordj Bou Arreridj	Tranche Ferme : 153 510 000.00 Tranche Conditionnelle : 59 195 100.00 Total général : 212 705 100.00	08 Mois 06 Mois	Tranche Ferme : 153 510 000.00 Tranche Conditionnelle : 59 195 100.00 Total général : 212 705 100.00	63.00 pts	Offre de l'entreprise économiquement la plus avantageuse, Pré-qualifiée techniquement et Moins disante financièrement

Les autres soumissionnaires, sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran - Adresse 08 Place Boudali Hasni - Sidi El Houari, Wilaya ORAN dans un délai de trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la Commission sectorielle des Marchés du Ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MHUVAT) dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux ou dans le journal électronique, si le dixième (10) jours, coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire le recours est prorogé au jour ouvrable suivant.

ANEP N° 2531016146 Le Quotidien d'Oran 14/12/2025

WILAYA DE MOSTAGANEM
DAIRA DE ACHAACHA
COMMUNE DE ACHAACHA
NIF 095727170096225

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALE N° 08 /25

Le président D'A.P.C. de ACHAACHA, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence capacités minimale pour la réalisation du projet ci-après : * SUIVI ET RÉALISATION D'UNE GARE ROUTIÈRE A ACHAACHA CENTRE (2ème tranche)
Lot 01 : achèvement la réalisation
Lot 02 : divers réseaux

Les Entreprises intéressées ou son représentant par procuration réglementaire par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de l'A.P.C. de ACHAACHA, contre paiement de 8.000,00 DA pour chaque lot.

CONDITION D'ÉLIGIBILITÉ :

- Entreprises qualifiées en travaux bâtiment (activité principale) à la catégorie (IV) ou plus pour (LOT 01), et travaux publics à la catégorie (III) pour LOT02.

Capacité technique

- Le soumissionnaire doit être fourni au moins 01 attestation de travail de bonne exécution en travaux similaires bâtiment (lot 01) et en 01 attestation de travail de bonne exécution en travaux publics (revêtement en béton bitumineux) pour lot 02.
- L'entreprise doit être réalisée un chiffre d'affaires plus de 30.000.000,00 DA dans les trois (03) dernières années 2022-2023-2024 pour chaque lot.

Les soumissionnaires devront accompagner leurs offres des documents désignés ci-dessous :

Le dossier de candidature

- La déclaration de candidature dûment renseignée datée et signée.
- La copie du Numéro d'identification fiscal (NIF) - La copie du registre de commerce - La copie de l'extrait de rôle apuré en cours de validité - copie du récépissé de dépôt des comptes sociaux de société auprès de la CNRC pour les EURL, SARL et les SNC - les attestations des mises à jour CNAS, CASNOS - CACOBATH en cours de validité - Extrait de casier judiciaire n°03 moins de 03 mois.
- Extrait de casier judiciaire en cas ne portant pas la mention néant avec le jugement.
- Déclaration de probité dûment renseignée datée et signée.
- Copie du certificat de qualification et classification professionnelle (activité principale en travaux bâtiment catégorie IV et plus) pour lot 01, et activité principale en travaux publics catégorie III et plus pour lot 02 en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.
- copie du statut pour la personne morale le cas échéant.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Bilan fiscal des 03 dernières années visées par les services des impôts.
- liste des moyens humains dûment justifié par copies des diplômes avec attestation de déclaration CNAS ou par les nouvelles attestations d'affiliation.
- Liste des moyens matériels délivrée par huissier justice ou PV de conservateur d'enchère ou PV d'expert dûment justifiés par copies des Cartes grises ou récépissés de dépôt des cartes grises avec attestations d'assurances en cours de validité et les factures ou nouveau rapport d'expertise (une année).
- 01 ou plus les attestations de bonne exécution (pour chaque lot) délivrées par les maîtres d'ouvrages.

OFFRE TECHNIQUE :

- la déclaration à souscrire dûment renseignée datée et signée
- un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application de l'article 78 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite lu et accepté.
- l'instruction au soumissionnaire portant à la dernière page, la montions manuscrite lu et accepté
- Planning d'exécution le délai.

OFFRE FINANCIÈRE :

- Lettre de soumission dûment renseignée et signée.
- Le bordereau des prix unitaires dûment renseignée et signée.
- Détail estimatif et quantitatif dûment renseignée et signée.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans ses enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence à l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier candidature », « l'offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°08/25 projets : SUIVI ET RÉALISATION D'UNE GARE ROUTIÈRE A ACHAACHA CENTRE (2ème tranche) lot »

Le délai du retrait du cahier des charges est fixé à 08 jours à compter de la première publication sur les quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée à 10 heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 90 jours à compter de la date limite de dépôts des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis en séance publique à 10 heures au siège de l'A.P.C.

LE PRÉSIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531016143 Le Quotidien d'Oran 14/12/2025

WILAYA DE MOSTAGANEM
DAIRA DE ACHAACHA
COMMUNE DE ACHAACHA
NIF 095727170096225

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 09/25

Le président D'A.P.C. de ACHAACHA, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale pour la réalisation du projet ci-après :
* AMÉNAGEMENT DU JARDIN PUBLIC A ACHAACHA CENTRE

Les Entreprises intéressées ou son représentant par procuration réglementaire par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de l'A.P.C. de ACHAACHA, contre paiement de 8.000,00 DA.

Les soumissionnaires devront accompagner leurs offres des documents désignés ci-dessous :

CONDITION DE L'ÉLIGIBILITÉ :

- certificat de qualification et classification professionnelle (activité principale en travaux bâtiment catégorie III et plus
- l'entreprise a réalisé d'un chiffre d'affaire plus de 20.000.000,00 DA dans les trois années 2022-2023-2024

Le dossier de candidature

- La déclaration de candidature dûment renseignée datée et signée.
- La copie du Numéro d'identification fiscal (NIF) - La copie du registre de commerce - La copie de l'extrait de rôle apuré en cours de validité - copie du récépissé de dépôt des comptes sociaux de société auprès de la CNRC pour les EURL, SARL et les SNC - les attestations des mises à jour CNAS, CASNOS - CACOBATH en cours de validité - Extrait de casier judiciaire n°03 moins de 03 mois.
- Extrait de casier judiciaire en cas ne portant pas la mention néant avec le jugement.
- Déclaration de probité dûment renseignée datée et signée.
- Copie du certificat de qualification et classification professionnelle (activité principale en travaux bâtiment catégorie III et plus), en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.
- copie du statut pour la personne morale le cas échéant.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Bilan fiscal des 03 dernières années visées par les services des impôts.
- liste des moyens humains dûment justifié par copies des diplômes avec attestation de déclaration CNAS ou par les nouvelles attestations d'affiliation.
- Liste des moyens matériels délivrée par huissier justice ou PV de conservateur d'enchère ou PV d'expert dûment justifiés par copies des Cartes grises ou récépissés de dépôt des cartes grises avec attestations d'assurances en cours de validité et les factures ou nouveau rapport d'expertise de l'année en cours.

OFFRE TECHNIQUE :

- la déclaration à souscrire dûment renseignée datée et signée
- un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application de l'article 78 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite lu et accepté.
- l'instruction au soumissionnaire portant à la dernière page, la montions manuscrite lu et accepté
- Planning d'exécution le délai.

OFFRE FINANCIÈRE :

- Lettre de soumission dûment renseignée et signée.
- Le bordereau des prix unitaires dûment renseignée et signée.
- Détail estimatif et quantitatif dûment renseignée et signée.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans ses enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence à l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier candidature », « l'offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°09/25 projets : AMÉNAGEMENT DU JARDIN PUBLIC A ACHAACHA CENTRE (RÉALISATION)

Le délai du retrait du cahier des charges est fixé à 08 jours à compter de la première publication sur les quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée à 10 heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 90 jours à compter de la date limite de dépôts des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis en séance publique à 10 heures au siège de l'APC.

LE PRÉSIDENT DE L'APC.

ANEP N° 2531016150 Le Quotidien d'Oran 14/12/2025

2

21:10 Mes très chers enfants



Dans une banlieue parisienne paisible, Chantal (Josiane Balasko) et Christian (Didier Bourdon) profitent d'une retraite bien méritée, bercée par les routines d'un quotidien sans histoire. Mais depuis que leurs deux enfants, Sandrine et Stéphane, ont pris leur envol, le silence s'est installé. Les appels se font rares, les visites encore plus, et les occasions de se retrouver en famille se comptent sur les doigts d'une main....

3

21:10 Les enquêtes de Vera



Saison 12 - Episode 3 / 5 : Au nom de la loi
Le corps du jeune policier Joel Kingston, réputé irréprochable, est retrouvé noyé dans un étang municipal. Vera se lance dans l'enquête d'autant plus intriguée lorsqu'elle découvre à Joel des soupçons de corruption, portés par ses supérieurs. Pourtant, rien dans son parcours ou son entourage ne semble confirmer cette accusation. Vera doit démêler le vrai du faux pour comprendre les circonstances de cette fin aussi tragique....

4

21:05 La Raison d'Aymé



Aymé, riche industriel, nage dans le bonheur. Il vient d'épouser Chloé, ayant trente ans de moins que lui, qu'il aime follement. Aveuglé par ses sentiments, il ne s'aperçoit pas que sa jeune épouse n'est intéressée que par son argent au point d'engager un tueur pour se débarrasser de lui et hériter de sa fortune. C'est alors que débarque la Raison d'Aymé sous les traits d'une femme brune bien décidée à protéger Aymé.

5

arte

TMC

09:14 Yétili
09:30 Silence, ça pousse !
10:25 Echappées belles
12:05 Des trains pas comme les autres
12:35 C à vous
13:35 C à vous la suite
14:40 Roberto Alagna aux Folies Bergère, le concert anniversaire
16:06 Terre des mondes
16:25 France-Japon, l'amour food
17:25 Apocalypse Hitler
18:30 En société
20:00 C politique
21:00 C'est bon à savoir
21:05 Face à l'histoire : Louis-Ferdinand Céline, le voyage sans retour
23:15 La fabrique des idées

09:00 Hérésies architecturales ?
09:25 Twist
10:00 Kosovo, les nouveaux bouilliers...
10:45 Cuisines des terroirs
11:15 Les papillons, ces super héros de la nature
13:00 Quand l'histoire fait dates
13:30 Désirée
15:30 Les maîtres des abeilles
17:25 Les écrans sauvages de la nature
17:30 L'enfance dans l'art
18:25 Le voyage de Fontainebleau...
19:30 Karambolage
19:45 Arte journal
20:05 Les couples mythiques du cinéma

10:10 Coup de foudre chez le Père Noël
11:50 Le Noël surprise d'Emily
13:29 Petits plats en équilibre
13:35 Noël à Maple Valley
15:05 Noël sous les aurores boréales
16:40 Le cadeau secret de Noël
18:15 L'amoureux mystère de Noël
20:00 Les mystères de l'amour
21:10 Petits plats en équilibre
23:00 90' Enquêtes



arte 21.00

LES ASSOCIÉS

Acteur: Nicolas Cage (Roy Waller), Sam Rockwell (Frank Mercer), Alison Lohman (Angela),...

Roy (Nicolas Cage) et Franck (Sam Rockwell) forment un duo aussi redoutable qu'improbable. Le premier, vétéran des combines en tous genres, a fait de la vente de « systèmes de filtrage d'eau » surévalués une spécialité lucrative, agrémentée de lots mirifiques - voitures de luxe, bijoux clinquants ou voyages exotiques - que leurs clients ne verront jamais. Franck, son jeune protégé ambitieux, admire son mentor malgré ses excentricités : Roy, agoraphobe notoire et rongé par des troubles obsessionnels compulsifs, ne tient debout que grâce à des séances régulières chez son psychiatre....



CINE + PREMIER 20.50

UN P'TIT TRUC EN PLUS

Acteur: Artus (Paulo), Clovis Cornillac (la Fraise), Alice Belaïdi (Alice),...

Juste après avoir cambriolé une petite bijouterie, Paulo (Artus) et son père, surnommé La Fraise (Clovis Cornillac), se retrouvent dans une situation délicate. Alors qu'ils tentent de fuir, leur voiture est mise en fourrière pour avoir été garée sur une place réservée aux handicapés. Pour échapper à la police, ils décident de profiter d'un malentendu et s'introduisent dans un car qui doit emmener des jeunes en situation de handicap en vacances....



CINE + FRISSON 20.50

INGLOURIOUS BASTERDS

Acteur: Brad Pitt (Aldo Raine), Mélanie Laurent (Shosanna Dreyfus), Christoph Waltz (Hans Landa),...

En 1940, alors que la France est sous l'occupation nazie, la jeune Shosanna Dreyfus (Mélanie Laurent) est témoin du meurtre de sa famille par le colonel Hans Landa (Christoph Waltz), un officier redouté surnommé le « Chasseur de juifs ». Parvenant à fuir à Paris, Shosanna se transforme en propriétaire d'un cinéma, tout en nourrissant un profond désir de vengeance contre ceux qui ont détruit sa vie. Parallèlement, une unité d'élite des forces alliées, connue sous le nom des « Bâtards », est lancée en territoire ennemi....

TÉLÉVISION

TF1

21:10 Red One



10:05 Automoto
11:00 Téléfoot
11:50 Les douze coups de midi
13:00 JT 13h
13:40 Reportages découverte
14:50 Grands reportages
16:05 Star Academy, la quotidienne
17:20 Sept à huit Life
18:10 Sept à huit
19:50 Petits plats en équilibre
19:55 Météo
20:00 JT 20h
20:45 TF1, rendez-vous sport
20:50 Le goût du détail
21:00 Météo

Après des siècles de loyaux services au Père Noël, surnommé Nick, Callum (Dwayne Johnson), son fidèle garde du corps, commence à envisager de quitter ses fonctions. La montée inquiétante des enfants désobéissants à travers le monde le pousse à remettre en question son engagement. Cependant, ses projets de départ sont rapidement bouleversés lorsque Nick est enlevé par une sorcière mystérieuse, entourée d'une bande de malfaiteurs et d'un hacker surdoué, qui a réussi à localiser le Père Noël sans le savoir....

6

21:10 Capital



10:25 Turbo
12:45 Le 12.45
13:25 Un jour, un doc week-end
17:10 66 minutes
18:40 66 minutes : grand format
19:45 Le 19.45
20:10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
20:40 E=M6
23:15 Enquête exclusive

Au sommaire : Fnac : enquête sur le champion des cadeaux. Depuis toujours, l'innovation est au coeur de la stratégie de la Fnac. Pour écouler les millions d'articles sur lesquels ils ont misé, à trois semaines des fêtes, c'est branle-bas de combat. - Shopping XXL : les centres commerciaux révolutionnent Noël. Les centres commerciaux font leur révolution pour redevenir les temples du shopping. Marques stars, restaurants et animations sont le trio gagnant pour retenir les clients....



CANAL+

21:03 L'Argentier : L'homme, le pouvoir, le foot



09:42 Jamel Comedy Club
11:49 Dupere
11:51 Un petit Clique en +



12:15 En aparté
14:25 The Match
15:00 Football : Premier League
17:06 The Match
17:30 Football : Premier League
19:25 The Match
19:29 Canal Football Club

Il n'a jamais inscrit le moindre but en professionnel, mais il a profondément transformé le football. Jean-Claude Darmon, parti de rien, a fait basculer ce sport dans une nouvelle ère : celle du business et du spectacle. Sponsoring, marketing, droits télévisés - il a tout conçu, tout négocié, tout bouleversé. Entre accords confidentiels, coups audacieux et rivalités d'égo, son ascension ressemble à une véritable épopée....

PLANETE +

TFX

W9

09:37 American Pickers, la brocante made in USA
11:56 Le ballon de la liberté
13:44 Mozart, l'ascension d'un génie
15:50 La véritable histoire de Barbie
17:28 La vie secrète des pharaons



19:22 American Pickers, la brocante made in USA
20:55 Aux origines de la moto
22:52 L'Europe des merveilles

09:28 Top Info
09:30 Cleaners les experts du ménage



13:15 Friends
19:51 Petits plats en équilibre
19:55 Star Academy, la quotidienne
21:05 Petits plats en équilibre
23:35 Lady Gaga, a Star Is Born

09:30 Génération Hit machine
10:30 Fréquencestar
12:20 100% poker
12:50 D'un Noël à l'autre
14:50 Un prince pour Noël
16:40 L'étrange Noël de Lauren
18:20 La petite histoire de France



21:10 NCIS

CODÉS N° 9447

		6	2			3	5	7
			9					
2	1		3	7	5		9	
	3				9	8		4
	6			5				
	7			3				
7	2			1				6
					3		2	1
		1	8	6	2		4	

1	2	3	4	5	6
N	U	L	I	O	R
7	8	9	10	11	12
M	S	E	A	T	C
13	14	15	16	17	18
B	P	F	V		
19	20	21	22	23	24

FOUILLIS N° 9446:
EXPRIMER (Ex - Prit - Mets)



Inde: la venue de Lionel Messi sème le chaos à Calcutta



Des admirateurs venus voir en chair et en os leur idole Lionel Messi, qui a débuté en Inde une rare tournée promotionnelle dans le pays, ont saccagé un stade de Calcutta (est), samedi, après que la superstar argentine en a été exfiltrée.

Le joueur de 38 ans, idolâtré en Inde où le football n'est pourtant pas d'une immense popularité, a été accueilli à son arrivée dans l'Etat du Bengale occidental samedi matin par des fans exubérants qui scandaient son nom.

Des milliers de fans portant des maillots du joueur Calcutta ont été frustrés par les mesures de sécurité entourant la venue de Messi et la quasi-impossibilité de l'apercevoir.

Le champion du monde a fait le tour du terrain en saluant la foule puis a immédiatement quitté le stade, alors qu'il était prévu qu'il y joue quelques minutes.

La colère de certains fans, dont beaucoup avaient payé plus de 100 dollars, «un mois de salaire» pour d'autres, a alors éclaté.

Des sièges arrachés ont été lancés sur la pelouse, ainsi que des bouteilles d'eau. Puis le terrain a été envahi.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Washington annonce un accord avec Mexico sur le partage de l'eau



Le ministère américain de l'Agriculture a annoncé vendredi soir un accord sur le partage de l'eau entre les Etats-Unis et le Mexique, qui n'a pas respecté ses obligations en vertu d'un traité, poussant Donald Trump à le menacer de représailles douanières.

«Les Etats-Unis et le Mexique ont trouvé une entente

aujourd'hui pour respecter les obligations actuelles en matière d'eau des agriculteurs et des éleveurs américains et pour que le Mexique fournisse le déficit d'eau envers le Texas dans le cadre du traité de 1944", a indiqué le ministère dans un communiqué, précisant que cet accord s'appliquait «au cycle

en cours et au déficit d'eau du précédent cycle».

Les deux pays continuent leurs discussions afin de finaliser ce plan d'ici fin janvier.

Selon le ministère de l'Agriculture, le Mexique a accepté de fournir 250 millions de m3 d'eau à partir de la semaine prochaine, et de rattraper le retard accumulé.

Les hostilités entre la Thaïlande et le Cambodge continuent



La Thaïlande a annoncé samedi la poursuite de ses opérations militaires contre le Cambodge, en dépit d'assurances du président américain Donald Trump selon qui les deux pays voisins d'Asie du Sud-Est avaient accepté un cessez-le-feu.

«La Thaïlande continuera à mener des actions militaires jusqu'à ce que nous estimions que notre territoire et notre peuple ne sont plus menacés», a déclaré le Premier ministre Anutin Charnvirakul sur Facebook.

Les avions thaïlandais «utilisent des armes de haute précision pour prévenir les dommages aux civils innocents», a assuré le porte-parole de l'armée de l'air Chakkrit Thammavichai.

De son côté, le ministère cambodgien de la Défense a affirmé sur X que «les forces armées thaïlandaises avaient utilisé deux avions de combat F-16 pour larguer sept bombes» sur plusieurs cibles. Selon le ministre de l'Information, Neth Pheaktra, la Thaïlande «a élargi ses attaques pour inclure des infrastructures civiles et des civils cambodgiens».

Bolivie: l'ancien président Luis Arce placé en détention provisoire



L'ancien président bolivien Luis Arce a été placé en détention provisoire vendredi, deux jours après son arrestation à La Paz, dans le cadre d'une enquête pour corruption présumée lorsqu'il était ministre.

Lors d'une audience virtuelle, le juge Elmer Laura a ordonné son placement en détention provisoire à la prison de San Pedro de La Paz, destinée aux détenus de droit commun. Le parquet avait requis trois mois de détention provisoire.

Luis Arce aurait autorisé, lorsqu'il était ministre de l'Economie sous la présidence d'Evo Morales (2006-2019), des transferts de fonds publics vers des comptes de dirigeants paysans pour le développement de projets agricoles restés inachevés.

Ces transferts présumés irréguliers auraient transité par le Fonds public pour le développement des peuples indigènes originaires (Fondioc), un organisme désormais fermé.

Luis Arce est poursuivi pour «manquement aux devoirs» et «conduite antiéconomique».

Haïti: 18 pays se sont engagés à déployer des forces de sécurité



Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Albert Ramdin, a déclaré vendredi que 18 pays se sont dit prêts à déployer des forces de sécurité en Haïti dans le cadre d'une nouvelle opération anti-gangs qui remplacera la mission multinationale actuelle de l'ONU.

«Dix-huit pays se sont engagés à fournir des forces de sécurité. Le point clé est qu'ils travaillent tous ensemble, selon les mêmes réglementations.

C'est pourquoi le processus de constitution de cette nouvelle force est si long», a-t-il expliqué lors d'un échange avec la presse. La force de sécurité sera constituée de 5.500 soldats, a confirmé Albert Ramdin, conformément à la feuille de route élaborée sous la direction des Etats-Unis. Le chef de l'OEA s'est rendu cette semaine en Haïti, où la situation est «grave», a-t-il reconnu.

Les bandes criminelles commettent meurtres, viols, pillages et enlèvements, dans un contexte d'instabilité politique chronique dans ce pays des Caraïbes, le plus pauvre des Amériques.